SPÉCIAL FIN D'ANNEE 2015

Les cahiers du Canard Libéré

Edition spéciale — Directeur de la publication **Abdellah Chankou**

Lutte anti-terroriste

Le Maroc dans le viseur de Daesh

Mohamed Hassad, ministre de l'Intérieur.

Rétro 2015

Les faits marquants en textes et en images

L'année 2016 sous le signe d'un probable raz de marée islamiste aux législatives

ELECTORAUX CHOC EN PERSPECTIVE

EDITO

Par

Abdellah Chankou

Parlez-vous le Benkirane ?

Il est difficile de dresser le bilan exact d'une année d'exercice politique, chacun étant enclin à apprécier certains éléments plus que d'autres avec une dose de subjectivité inhérente à tout jugement humain.

Au Maroc, le gouvernement Benkirane a fini la saison avec un bilan très mitigé alors que la conjoncture n'a jamais été aussi favorable. Baisse conséquente des cours du pétrole, excellente saison agricole et renflouement des caisses de l'Etat grâce à la fameuse contribution libératoire dont les objectifs ont largement dépassé les prévisions. Avec ces ingrédients inespérés, de nature à produire de la visibilité, les responsables avaient normalement une bonne fenêtre de tir pour mettre le pays sur la voie de la relance économique et surtout augmenter l'attractivité du Maroc comme destination privilégiée des investissements qui sait aussi capter les opportunités.

Mais paradoxalement, l'essai n'a pas été transformé, du moins comme il aurait fallu.

Prenons l'affaire de la Russie de Poutine qui après s'être payée une grosse fâcherie avec la Turquie d'Erdogan s'est tournée vers le Maroc pour tenter de pallier le manque à gagner avec son grand partenaire commercial. Autant, le Maroc a assuré sur le plan agricole grâce au Plan Maroc Vert (Merci Aziz Akhannouch) qui a permis aux exportateurs marocains d'approvisionner le marché russe, autant le Maroc touristique, faute de produit balnéaire digne de ce nom (Bravo Adil Douiri d'avoir planté le Plan Azur !), n'est pas prêt pour être une destination de rechange pour les touristes russes, habitués des belles stations balnéaires turques. Résultat : le tourisme national rate une occasion inespérée pour améliorer sa croissance fondée principalement sur les marchés traditionnels européens aujourd'hui frileux en raison de la menace terroriste.

Le Premier ministre a suffisamment démontré avec sa vision de subvention des veuves et des handicapés qu'il n'est pas du genre à imaginer des politiques qui créent de la richesse à partager avec le grand nombre.

En fait, le Royaume aurait été capable de saisir une multitude d'opportunités pour peu que les gouvernants rompent avec l'improvisation et fassent preuve d'une vision anticipative en exploitant de manière optimale les atouts du pays. Surtout que sur le plan international, le Royaume, perçu de plus en plus comme un îlot de stabilité dans un monde ravagé par des conflits meurtriers, bénéficie de préjugés favorables qu'il doit aussi à sa participation efficace dans la lutte antiterroriste.

L'entregent royal est pour beaucoup dans cette image de pays serein, pratiquant un islam du juste milieu loin des démons de l'intégrisme. Ce serait faire preuve de mauvaise grâce que de ne pas reconnaître l'effet PJD au pouvoir dans le rayonnement du Maroc puisque Benkirane et ses amis ont réussi à compenser leur manque d'expérience par leur capacité à inscrire leur action dans la continuité sans chercher à verser dans le jusqu'au-boutisme dont tout le monde connaît les conséquences fâcheuses.

Certes, le gouvernement Benkirane peut se prévaloir de certaines réformes, essentiellement celle de la caisse de compensation qui, grâce à la décompensation des carburants, a permis de réduire la pression sur les finances publiques. Mais le citoyen lambda, qui n'a pas bénéficié directement des fruits de cette refonte, attend toujours des actions susceptibles de changer en mieux son quotidien de plus en plus difficile et lui permettre d'envisager l'avenir avec confiance.

Sur ce plan, le Premier ministre a suffisamment démontré avec sa vision de subvention des veuves et des handicapés qu'il n'est pas du genre à imaginer des politiques qui créent de la richesse à partager avec le grand nombre. C'est tout le paradoxe de ce Premier ministre pittoresque qui, incapable de parler investissement ou création d'emploi, ne contribue pas par son discours enjoué à inspirer confiance à une communauté des affaires de plus en plus frileuse. En vérité, le chef du gouvernement ne manie à la perfection qu'une seule langue : le Benkirane. ■

PUB
C. AGRICOLE

Plan Marshall pour le Sahara

L'année 2015 marque un tournant pour l'affaire du Sahara marocain gravé dans le marbre du discours royal du 6 novembre célébrant le 40ème anniversaire de la Marche Verte. A cette occasion, S.M le Roi a sifflé, depuis Laâyoune, la fin de la récré sur un conflit factice qui n'a que trop duré. En dehors de l'autonomie proposée par le Maroc, point de solution, a affirmé en substance le souverain qui a fustigé au passage ceux qui ont « réduit les enfants libres et dignes du Sahara à l'état de quémandeurs d'aide humanitaire». Ceci étant précisé, le chef de l'Etat ouvre une autoroute devant le développement des provinces du sud avec l'engagement royal d'injecter la bagatelle 77 milliards de DH dans le tissu économique du Sahara. Une région bien partie, à condition de rompre avec le système des prébendes et de la rente qui y a été installé, pour devenir, dans le cadre de la régionalisation avancée, la meilleure région du Maroc en termes d'opportunités d'investissements, de création d'emplois et de richesses. Le souverain a porté le coup de grâce à la république chimérique des sables mouvants et à ses pantins.

La mauvaise tentation suédoise

L'affaire a fait l'effet d'une bombe dans les milieux politiques marocains. Le gouvernement suédois s'apprêtait fin septembre à reconnaître la fantomatique RASD. En guise de riposte à cette position hostile, les autorités marocaines suspendent l'ouverture- qui était imminente- du magasin Ikea installé dans la périphérie de Casablanca. Une décision justifiée officiellement par le fait que l'enseigne suédoise ne disposait pas autorisations administratives nécessaires. Le gouvernement Benkirane a ensuite évoqué un possible boycott des produits suédois tout en dépêchant à Stockholm une délégation de chefs de partis pour convaincre les gouvernants suédois de renoncer à leur projet anti-marocain. La stratégie marocaine, alliant pressions économiques et dialogue politique, a fonctionné. Du moins pour l'instant.

Le Maroc joue la carte kabyle

À l'occasion du 70e anniversaire de la création des Nations Unies, le numéro deux de la représentation diplomatique du Maroc à New York, Abderrazzak Laassel, a fait le 27 octobre une déclaration remarquable et remarquée, en appelant à reconnaître le droit du peuple kabyle à l'auto-détermination. Il a souligné que les Kabyles étaient « l'un des plus anciens peuples de l'Afrique qui continue à être privé de son droit à l'autodétermination ». Aussitôt, le gouvernement provisoire kabyle (Anavad) s'est félicité du soutien du Maroc au droit des Kabyles. Le Maroc a proclamé son appui à l'indépendance de la Kabylie en réponse au soutien constant de l'Algérie au soi-disant droit d'autodétermination du peuple sahraoui. En quelque sorte, une réponse du berger à la bergère. A la différence des mercenaires du Polisario qui sont hébergés et financés par l'Algérie, la Kabylie, elle, possède une population et un territoire. L'indépendance c'est donc pour bientôt ?

La révolte des blouses blanches

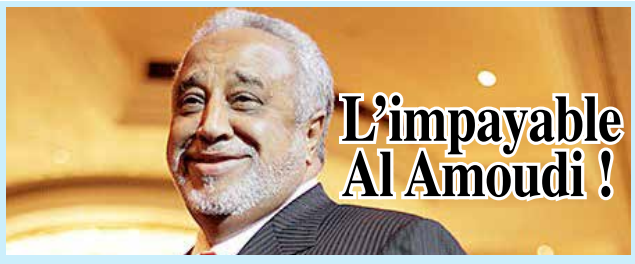
Les étudiants en médecine de tout le Maroc ont évité de justesse une année blanche en raison du très contesté projet du service sanitaire concocté par le ministère de la Santé dirigé par Lahoucine Louardi. Ce dernier s'est engagé dans un long bras de fer avec les futurs médecins, refusant de retirer sa copie visant à les envoyer en service civil dans le monde rural avec des indemnités jugées dérisoires et sans garantie d'embauche en plus après la fin de leur mission de 2 ans. Cette protestation sans précédent se durcit lorsque les résidents et les médecins internes rejoignent le mouvement pour réclamer l'amélioration de leurs conditions matérielles et professionnelles. Ces derniers sont toujours en grève alors que les étudiants ont repris le chemin de leurs facultés après avoir fait capituler le ministre PPS qui s'est engagé dans un accord signé le 3 novembre à «ne pas soumettre le projet de loi du service national sanitaire à la procédure de validation » par le Parlement. Louardi doit inventer un vaccin contre les marches-arrière forcées.

Le drame tragique de Tan Tan

Images horribles. Insoutenables. Tout le Maroc était sous le choc après le grave accident de la route, survenue vendredi 10 avril 2015 près de Tan-Tan, dans le sud du pays lorsqu'un bus est entré en collision avec un camion, avant de prendre feu. Au moins 33 personnes, dont de nombreux enfants de retour d'une compétition sportive, ont péri dans des conditions atroces. Le bus transportait de jeunes athlètes et leurs accompagnateurs, de retour d'une compétition sportive qui s'est déroulée entre Rabat et Casablanca, en cette période de vacances scolaires. Plusieurs victimes ont péri dans leur sommeil, sans que l'on soit vraiment éclairé sur l'origine exacte de ce drame qui a donné lieu à plusieurs thèses comme celle faisant état de la présence dans le camion d'un double réservoir rempli de carburant de contrebande.

Communales, marée verte sur les villes

Il est incontestable que le vainqueur des élections communales du 4 septembre n'était autre que le PJD qui, malgré sa troisième position en termes de sièges (5021 contre 6655 pour le PAM arrivé en tête) a réussi à faire tomber dans son escarcelle l'essentiel du Maroc urbain: Casablanca, Rabat, Salé, Kénitra, Marrakech, Agadir, Fès, Meknès, Tanger, Tétouan. Un vrai séisme politique dont l'ampleur a surpris tout le monde. Jusqu'ici très peu implantés dans la démocratie locale où ils n'étaient pas vraiment en première ligne, les islamistes ont obtenu cette fois-ci un mandat franc de la part de citoyens qui souhaitent visiblement que le PJD gère directement les villes minées pour la plupart par plusieurs années d'incurie locale. Le PAM, quant à lui, est parvenu à se rattraper sur les élections régionales en enlevant 5 régions sur 12 dont celle de Casablanca-Settat contre 2 pour les islamistes.



C'est le scandale économique et financier de l'année qui s'achève. Les dirigeants de la Samir, qui viennent d'ouvrir des négociations avec leurs créanciers locaux, auront réussi à massacrer un fleuron de l'industrie nationale qui méritait meilleur sort que celui qui lui a été réservé par Al Amoudi et consorts. Ces derniers ont planté dans le sillage de la faillite de l'entreprise plusieurs institutions, à commencer par l'administration des Douanes (13 milliards de DH) et quelques banques de place pour une dizaine de milliards de DH. Au lieu de tenir son engagement d'injecter 7 ou 8 milliards de DH dans le capital d'une boîte exsangue, le propriétaire saoudien a opté pour la fuite en avant en décidant de porter devant la justice un litige dont il est l'unique responsable. Une manœuvre grossière visant à se soustraire de ses obligations envers les créanciers tout en gagnant du temps, les batailles juridico-judiciaires de ce genre pouvant s'enliser plusieurs années. Arrêt de la production depuis le mois d'août dernier, suspension du cours de l'entreprise en bourse, prise en otage d'un millier d'employés inquiets pour leur situation, les perspectives sont incertaines pour le raffineur de Mohammedia qui vit vraiment une heure noire.

Dakhla sous les projecteurs

Sans conteste, Dakha a fait parler d'elle pendant l'année 2015 pour avoir accueilli des événements d'envergure. D'abord, la 25ème forum de Crans Montana (17 au 22 mars) consacré à « l'Afrique et la coopération sud-sud » qui a connu la participation de représentants issus de 122 pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique. La réussite de cette manifestation internationale s'est traduite par la défaite cinglante du Polisario qui a tenté vainement de la faire annuler sous prétexte que Dakhla ne fait pas partie du Maroc. Voire…

Située entre mer et désert, riche en ressources halieutiques et en sites d'une rare beauté, Dakhla, qui fait régulièrement la une de la presse internationale, commence à s'imposer comme une destination touristique prometteuse grâce aux éductours organisés par l'ONMT au profit de journalistes étrangers. Ces derniers, représentants des médias aussi divers que the Guardian, The Independent, The Daily Telegraph et The Daily Mail pour le Royaume-Uni, Corriere Della Siera, La Stampa, Cosmopolitan et Vanity Fair pour l'Italie, Expressen et Aftonbladet pour la Suède, Politiken pour le Danemark, L'Obs, Le Figaro, L'Equipe, France 3 pour la France sont tombés sous le charme de cette cité magique propice aux sports nautiques, notamment le kitesurf et même au tourisme d'affaires.

PUB
CMI

4G, Maroc Telecom gâte ses clients

Abdeslam Ahizoune.

L'année des nouvelles technologies au Maroc aura été marquée en 2015 par la mise en service de la 4G, un service tant attendu par les Marocains. Alors que les autres opérateurs se sont empressés à offrir une 4G très limitée à tout point de vue, Maroc Telecom est venu avec une offre complète et de qualité couvrant l'ensemble du territoire. Cerise sur le gâteau, la 4G+ de l'opérateur historique, version la plus évoluée de la quatrième génération, est accessible sans changement de carte SIM, sans coût additionnel et sans changement de contrat pour peu que les clients disposent d'un terminal compatible 4G. Le meilleur a un prix et Maroc Telecom n'a pas lésiné sur les moyens puisqu'il a payé le double du prix minimum fixé par le cahier des charges pour offrir à ses abonnés une connexion top pouvant atteindre 225 Mbps, soit des débits 1,5 fois plus rapides que ceux permis par la 4G moins des autres…

Moulay Hafid Elalamy en mal d'assurance

«Ils ont voulu faire inaugurer au Roi une place vide dont le terrain, appartenant à la ville, n'est même encore acquis au profit du projet », résumait un haut responsable à la wilaya de Rabat. Ce qui a en partie provoqué la colère du Roi Mohammed VI le 25 mars dernier. Ce mercredi-là, le roi a pris tout le monde de court en annulant la cérémonie de présentation d'un projet élaboré par le ministère de l'industrie et du Commerce Moulay Hafid Elalamy portant sur la résorption du phénomène des vendeurs ambulants. Le « terrain vague » situé à Hay Ennahda devait logiquement abriter des équipements pour accueillir des « ferrachas». Mais le jour J, rien n'était prêt. Alors que tout le monde, ministres, walis, maires, présidents de régions et autres notables, attendait l'arrivée du souverain dans la salle devant abriter l'événement au siège de la wilaya de Rabat, le ministre de l'Intérieur Mohamed Hassad monte à la tribune pour prononcer cette terrible allocution devant un public interloqué : «Sa Majesté a appelé le ministre de l'Intérieur et le ministre de l'Industrie et du Commerce il y a quelques instants. Le souverain a exprimé son mécontentement vis-à-vis du projet qui lui a été soumis concernant la réhabilitation des marchands ambulants. Il l'a jugé largement en dessous de ses attentes et a donné ses hautes instructions pour le réviser de manière à ce qu'il soit conforme à ses instructions, et en vue de le hisser au niveau requis». Sur ce coup, Moulay Hafid a dû perdre toute son assurance.

Le Maroc célèbre ses migrants

Anis Birrou, fervent défenseur de la cause des migrants.

La nouvelle politique migratoire adoptée par le Maroc vise un accompagnement multidimensionnel en vue, comme l'a souvent répété Anis Birrou, le ministre chargé des MRE et des Affaires de la Migration, de «favoriser une intégration harmonieuse de cette population à travers notamment l'accès aux services de base (santé, éducation, emploi) tout en identifiant les défis qui se posent». C'est dans cette optique que son département a organisé, du 14 au 19 décembre 2015, «la semaine des migrants», un événement d'envergure largement apprécié. Au programme, plusieurs activités éducatives, culturelles, économiques, scientifiques, sportives, sociales et humanitaires, auxquelles ont pris part plusieurs migrants et des représentants de la société civile, avec le concours de différents partenaires nationaux et internationaux.

L'affaire Drapor, à mauvais port…

On croyait l'affaire close avec le verdict prononcé lundi 25 février 2015 par le tribunal correctionnel de Casablanca, dans le dossier Drapor, communément appelé «procès Jakhoukh contre Jakhoukh». Fondateur du groupe spécialisé dans le dragage des ports, le père Lahcen accuse son fils Tarik de malversations et l'expédie à l'ombre. Alors que le litige était en passe d'être examiné en appel, survient le décès brutal de Lahcen Jakhoukh,le 9 juin, à Paris, à l'âge de 68 ans. Cette disparition soulèvera une polémique autour du testament du disparu. Le 24 juillet 2015, la famille Jankhouh organise une conférence de presse pour accuser un certain Mustapha Aziz, homme de confiance du défunt, de « tentatives de spoliation des entreprises du groupe Drapor, ainsi que des biens légués par feu La-

Moumni, K.O. debout

Après son histoire rocambolesque de prétendues tortures qu'il aurait subi au Maroc, l'ex-boxeur Zakaria Moumni a tenté, lundi 12 octobre 2015, sur le plateau de TV5 une dernière action désespérée : déchirer son passeport marocain en direct. Un geste qui en dit long sur l'état d'esprit de l'intéressé qui venait de commettre un livre où il déverse son fiel contre le Maroc et ses institutions. Une haine qu'il justifie par le refus des autorités marocaines, qui l'ont traîné en justice pour diffamation, de céder à son chantage : le versement à son profit de la bagatelle de 5 millions d'euros en échange de son silence sur les supposées sévices que lui aurait infligé la DST. En rupture de ban, Moumni joue dans la cour des ratés. Pseudo boxeur, il s'est mis lui-même K.0 debout.

Zoulikha Nasri, un décès brutal

Première femme à être nommée au Cabinet royal, Zoulikha Nasri n'a pas passé le cap de 2016. Elle a succombé aux premières heures du matin du mercredi 16 décembre à l'hôpital militaire de Rabat où elle a été hospitalisée suite à un très méchant AVC. Elle était âgée de 80 ans. Native de la ville d'Oujda, grande travailleuse, d'un tempérament modeste, appréciée pour son engagement sans faille au service du pays, celle qui venait du monde des assurances a consacré toute son énergie au volet social de l'action royale en tant que directrice déléguée de la Fondation Mohammed VI pour la solidarité. Elle a tiré sa révérence alors qu'elle planchait sur le dossier de la couverture maladie des médecins que le gouvernement a gelé depuis des années.

Boxe : Le joli coup de Rabii

Rabiï dans ses oeuvres.

Fâché depuis longtemps avec les performances et les victoires, le sport national doit une fière chandelle à la boxe grâce au sacre du jeune Mohamed Rabii. Agé de 22 ans, l'enfant prodige de Casablanca a remporté jeudi 15 octobre après trois rounds le championnat du monde de boxe amateur dans la catégorie des 69 kilos à Doha, au Qatar. Le jeune champion marocain a été désigné cette semaine boxeur de la World Serie Boxing (WBS) de l'année 2015 pour être arrivé jusqu'en finale du championnat du monde de boxe amateur (AIBA) dans sa catégorie, mais également pour avoir accompli une saison sans défaites.

Journalisme de chantage

Catherine Graciet et Eric Laurent, pris la main dans le sac.

Ils se présentaient comme de grands journalistes d'investigation. Ils se sont avérés n'être que des maitres chanteurs pour avoir tenté, preuves accablants à l'appui, d'extorquer de l'argent au Roi du Maroc. En effet, Eric Laurent et Catherine Graciet ont voulu faire chanter le souverain en menaçant de publier un livre à charge si le palais refusait de leur verser la somme de 3 millions d'euros. Interpellés en flagrant délit et inculpés par le parquet de Paris jeudi 27 août, les accusés ont amusé le public au Maroc et en France par la ligne de défense qu'ils ont choisi d'adopter. Ils ont expliqué aux médias avoir juste eu un moment de faiblesse, cédé à une espèce de «tentation», devant la proposition financière du représentant du palais royal, l'avocat Hicham Naciri. Les deux chasseurs de fortune, par des méthodes indignes, se sont employés lors de leurs contorsions médiatiques pathétiques à verser dans le déni d'une réalité flagrante et à vouloir balayer les faits à coups de clauses de style et de formules ampoulées. Rendez-vous le 16 janvier 2016, date fixée par la cour d'appel de Paris pour se prononcer sur la requête des deux comparses en vue l'annulation des enregistrements compromettants des 2ème et 3ème rendez-vous avec l'avocat du Palais. Visiblement, ils cherchent le non-lieu pour une affaire qui a bel et bien eu lieu…

Le film cul-te de Nabil Ayouch

Le scandale médiatique de l'année n'est autre que le film de Nabil Ayouch «Much Loved» qui a déchaîné les passions au Maroc. Malgré son interdiction pour « outrage grave aux valeurs morales et à la femme marocaine », nombre d'internautes ont pu le visionner grâce à une version qui a fait comme par magie le tour du Net.Avec un langage d'une extrême vulgarité et des scènes de sexe dignes des films pornographiques, «Much Loved » provoque la colère de la société civile, des citoyens et surtout des islamistes du PJD. Pas le genre de film qu'on peut regarder en famille ni même entre copains, tellement le scénario est obscène. Du coup, le problème de la prostitution au Maroc que le metteur en scène dit vouloir dénoncer à travers sa production passe à la trappe, le public ne retenant que des scènes pornographiques. Quant à l'inénarrable Loubna Abidar, qui a campé le principal rôle dans Much Loved, elle a dû essuyer la colère de nombre de citoyens avant de décider d'aller vivre en France suite à une supposée agression dont elle aurait été l'objet à Casablanca. Avec ses innombrables clichés, Nabyl Ayouch continue quand même à faire son cinéma.

Le Maroc célèbre ses migrants

PUB
BMCE

hcen Jakhoukh». L'affaire Dra-
por promet un bel enlisement…

Mohammed VI, l'Afrique dans l'âme

SM Mohammed VI avec le président ivoirien Al Assane Ouattara le 30 mai 2015 à Abidjan.

SM Mohammed VI a effectué en 2015 une nouvelle tournée la 3e en trois ans, qui a conduit le souverain au Sénégal, puis en Côte d'Ivoire, Gabon et enfin en Guinée-Bissau. Une tournée qui a permis au Maroc de consolider sa coopération multi-forme avec les pays de l'Afrique francophone.

Louardi liquide Bouya Omar

Le coup de Com' de l'année 2015 est signé El Houcine Louardi. Il s'agit de la fermeture et l'évacuation, en juin, de Bouya Omar, le tristement célèbre asile psychiatrique informel où des malades mentaux étaient séquestrés afin d'être « exorcisées ». Alors qu'il suffisait d'une simple réunion avec les autorités locales ainsi qu'avec le ministère de l'intérieur pour régler ce dossier, Lahoucine Louardi a décidé d'en faire une cause nationale. Dans une grosse fringale de communication, celui qu'on surnomme au PPS «Le Professeur» s'est répandu sur le sujet sur les ondes, à la télé et dans les colonnes de la presse. « C'est Bouya Omar ou moi! », clamait-il haut et fort. C'est le seul pari fou qu'il a relevé.

Lopez chauffe Benkirane et ses amis

L'affaire a fait le tour du monde et créé le buzz sur le Net. Le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane proteste énergiquement auprès de la HACA contre le concert de chanteuse américaine Jennifer Lopez, en ouverture du festival Mawazine, diffusé en différé jeudi 29 mai sur la chaine 2M. Motif : la prestation de l'artiste était jugée « provocatrice » et « attentatoire à la pudeur et aux bonnes mœurs ». Ce spectacle était, de l'avis des islamistes au pouvoir, « sexuellement suggestif ». « L'infraction est grave et mérite sanction », a estimé M. Benkirane puisque, ainsi que cela apparaît dans son courrier officiel, « les faits concernant des scènes à connotation sexuelle sont avérés à l'encontre de la société Soread 2M ». Mais la HACA a envoyé le patron du PJD sur les roses, jugeant « irrecevable » la demande de sanction à l'encontre des responsables de 2M. Visiblement féru de 2M qu'il ne porte pas officiellement dans son cœur, Abdelilah Benkirane aurait-pu simplement zapper ou encore éteindre la télé en attendant qu'elle reprenne « une activité normale ».

Couple ministériel

L'idylle entre les islamistes El habib Choubani et Soumia Benkhaldoun a été fatale à leur carrière ministérielle. L'un et l'autre auraient gardé leurs postes si leur projet d'union ne s'inscrivait pas dans un cadre polygame. L'ex-ministre chargé des relations avec le Parlement voulait s'offrir une seconde épouse en convolant avec Soumia la divorcée. Pour mettre fin aux critiques qui ont tourné au lynchage politico-médiatique, le Premier ministre Abdelilah Benkirane n'avait d'autre choix que de se séparer de ces deux tourtereaux qui l'ont placé lui et le parti dans une bien embarrassante situation. Ce sera chose faite à l'occasion d'un remaniement ministériel intervenu en mai 2015 qui a vu également le limogeage de Abdelaadim El Guerrouj du MP (victime après l'affaire du chocolat d'une incompatibilité d'humeur avec le ministre de l'Education nationale Rachid Belmolhtar) et le remplacement de Mohamed Ouzzine qui s'est pris les pieds dans la fameuse raclette géante du stade Moulay Abdellah de Rabat.Mais El Habib ne tarde pas à revenir sur la scène politique par la fenêtre des dernières élections régionales puisqu'il a décroché la présidence de la région de Draâ Tafilalet. Une région qu'il gère avec madame ?

Le Bac fuite de partout

Le bac 2015 s'est déroulé encore sous le signe de la fraude et des fuites des épreuves. L'affaire tourné au psychodrame national surtout que la fuite de l'examen des mathématiques a poussé certains candidats à Casablanca à manifester violemment leur colère.

Pour tenter d'apaiser une situation qui commence à déraper, le ministère de l'Éducation nationale s'est fendu d'un communiqué laconique : «Le ministère a entamé les investigations pour élucider les tenants et aboutissants de cet incident et a contacté tous les centres des examens et les régions concernées pour garantir la bonne marche des épreuves». Et si Belmokhtar créait une brigade anti-triche ?

Un clash à 50 milliards de DH

Akhannouch sur tous les fronts.

Le grand clash gouvernemental de 2015? Celui ayant opposé en octobre le Premier ministre au ministre de l'Agriculture et des Pêches maritimes sur la gestion du Fonds du développement rural doté d'une enveloppe globale de 50 milliards de DH. Abdelilah Bankirane est revenu bruyamment en plein conseil de gouvernement sur son accord qui fait de Aziz Akhannouch l'ordonnateur de ce programme au lieu qu'il soit placé sous la tutelle de la primature, ce qui a été stipulé dans le projet de loi de finances 2016.

M. Benkirane cherchait visiblement à contrôler un outil qui permettrait à son parti de s'implanter dans le monde rural où il brille par son absence. Mais devant la désapprobation suscitée par sa démarche pleine d'arrière-pensées politiques, le chef du PJD a vite opéré un rétropédalage sur ce dossier, laissant la gestion du fonds de la discorde à M. Akhannouch. Mais cette affaire a laissé des séquelles, montrant qu'une unité de façade ne fait pas une majorité soudée.

Fives empêtré dans de mauvaises actions

Le groupe Chaâbi a défrayé la chronique économique et judicaire au cours de 2015 sans le cadre d'une affaire hors norme. Le groupe d'ingénierie français Fives, basé à Paris, a obtenu de la justice marocaine la saisie conservatoire de 65% des actions de la Société nationale d'électrolyse et de pétrochimie marocaine (Snep) pour cause d'un litige commercial avec ses propriétaires. La saisie exécutoire porte sur 1 560 000 actions. Mais la procédure de vente aux enchères aura du mal à aboutir faute d'acheteurs malgré l'organisation de plusieurs séances. Même désintérêt affiché à l'égard de la vente aux enchères des actions détenues par Ynna Holding dans le capital des supermarchés Aswak Assalam. Résultat : c'est le statu quo qui perdure. L'affaire remonte à 2008. Fives via ses filiales FCB et CPC Maroc avait alors gagné sur appel d'offres un contrat de construction d'une cimenterie pour plus de 200 millions d'euros auprès de la société Asment, filiale du groupe Ynna. Mais celui-ci avait décidé par la suite de ne pas honorer son engagement tout procédant au retrait, sans préavis, selon le plaignant, d'un cautionnement de plus de 13 millions d'euros. Un vrai projet de cimenterie ou juste un accord de facade ?

Miloud Chaâbi, une image ternie.

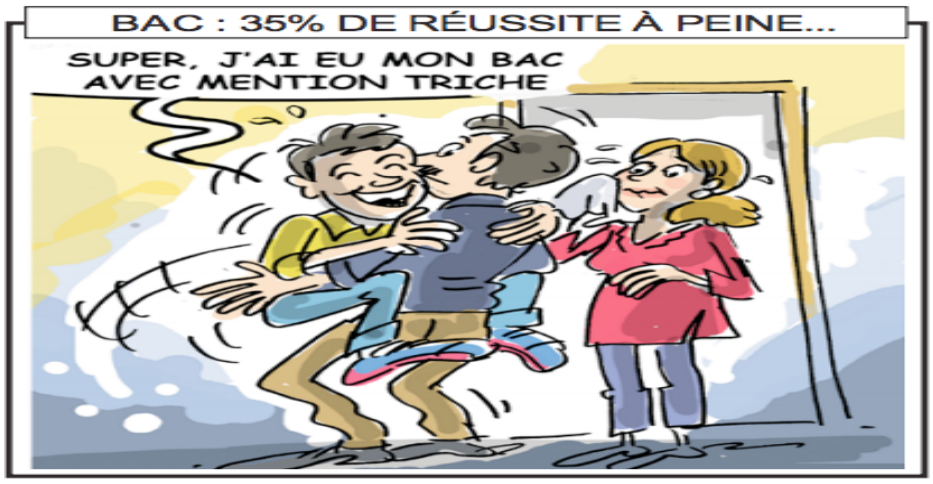
PUB
MAMDA

Le Maroc en dessin

AL AMOUDI JOUE LA FAILLITE POUR PLANTER SES CREANCIERS

AVORTEMENT : LE ROI COUPE L'HERBE SOUS LE PIED DU PJD

BAC : 35% DE RÉUSSITE À PEINE...



BENKIRANE TRAITE SES ADVERSAIRES POLITIQUES HABITUELS DE BANDITS

ANNULATION DU FESTIVAL DE LA BIÈRE SOUS LA PRESSION DES ISLAMISTES

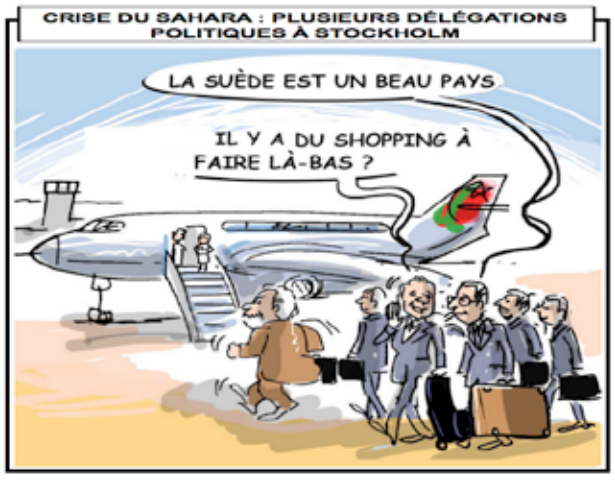
TERRORISME : LE PATRON DU NOUVEAU FBI MAROCAIN DÉCLARE QUE LE MAROC EST EN ÉTAT D'ALERTE MAXIMALE

MOULAY HAFID ELALAMY VEUT DÉCLARER LA GUERRE À L'INFORMEL

RAMID INTRAITABLE SUR LA RUPTURE DU JEÛNE EN PUBLIC ET LES RELATIONS SEXUELLES HORS MARIAGE

MALGRÈ LA NOUVELLE TAXE, LES VOITURES DE LUXE SE SONT BIEN VENDUES AU MAROC EN 2014

CRISE DU SAHARA : PLUSIEURS DÉLÉGATIONS POLITIQUES À STOCKHOLM



RABBAH VEUT AUTORISER LES TRIPORTEURS À TRANSPORTER DES PERSONNES

LÉGISLATIVES : LE PJD TURC OBTIENT LA MAJORITÉ ABSOLUE

PUB
ATLAS HOSP

Nabil Adel : Miser sur une nouvelle génération d'investissements porteurs

Nabil Adel est dirigeant d'entreprises, consultant et professeur d'économie, de stratégie et finance. Il est également directeur général de l'Institut de Recherche en Géopolitique et Géo-économie à l'ESCA. Dans cet entretien, il analyse l'état des lieux de l'économie nationale.

Propos recueillis par Jamil Manar

Quels sont les principaux défis économiques qui attendent le Maroc en 2016 ?

Il ne s'agit pas de plusieurs défis, mais d'un seul qui consiste à inscrire le Maroc dans une dynamique de croissance durable, permettant à la fois de résorber le chômage à court terme et de mettre le Maroc sur la voie de l'émergence à long terme. Les politiques économiques suivies par tous les gouvernements depuis le PAS en 1983 se sont toutes focalisées sur la préservation des équilibres macroéconomiques et la lutte contre l'inflation, au détriment de la croissance et la création de richesses. Si, nous pouvons nous targuer d'avoir des comptes bien tenus, cela a un coût socialement lourd: un chômage qui dépasse la barre des 10% et qui atteint le seuil inquiétant de 25% pour les jeunes, diplômés et citadins. C'est une situation inacceptable et potentiellement explosive.

En dehors du secteur agricole, quels sont selon vous les secteurs qui contribueront au taux de croissance?

Permettez-moi de corriger une idée largement reçue. L'agriculture au Maroc ne contribue pas à la croissance économique. C'est la pluviométrie qui le fait et les performances agricoles ne font que suivre. La preuve est que nous avons des taux de croissance très erratiques dans le secteur et que nous continuons à importer une bonne partie de nos besoins en produits alimentaires.

Nabil Adel. Le Maroc a beaucoup de cartes à jouer.

Pour répondre à votre question, je pense que le Maroc dispose, outre des métiers mondiaux, d'une carte à jouer dans l'agroalimentaire, les métiers de la distribution et quelques segments dans le textile, à condition que les opérateurs bénéficient du bon accompagnement nécessaire.

Selon vous, les métiers mondiaux du Maroc, notamment l'automobile et l'aéronautique que les responsables marocains n'ont de cesse d'encenser, offrent-ils des opportunités de développement durable pour l'économie nationale ?

Les métiers mondiaux du Maroc ont permis de contribuer positivement à la croissance, à la création d'emplois et à l'équilibre des échanges commerciaux extérieurs du pays. Ils ont, par ailleurs, inscrit le Maroc dans la carte géoéconomique mondiale des investissements directs. En cela leur apport est hautement appréciable. Cependant, il s'agit à présent de consolider nos acquis sur les métiers où nos positions demeurent fragiles, du fait d'une forte dépendance de quelques acteurs (Renault, Bombardier,…), en diversifiant nos partenariats. D'autre part, il y a lieu de lancer une deuxième génération de filières porteuses de croissance. Je pense aux énergies renouvelables où notre pays commence à jouer dans la cour des grands, aux métiers de la logistique et de la Mer et aux technologies de l'information. Le principal défi pour nous est d'augmenter la part des produits à forte valeur ajoutée et à haut contenu technologique, pour ne plus être dépendant que du coût de la main d'œuvre qui nous condamne à être un pays socialement moins disant..

Face à l'Union européenne, à travers certaines de ses instances ou membres, affichant une certaine hostilité à l'égard des intérêts sur le dossier du Sahara, le Royaume a décidé ces dernières années, un peu à son corps défendant, de diversifier ses partenariats économiques en se tournant vers la Chine, la Russie et les pays du Golfe. Mais objectivement, a-t-on les moyens de répondre aux attentes de ces nouveaux marchés ?

La concentration de nos échanges commerciaux sur deux pays (France et Espagne) qui représentent plus du tiers de notre commerce extérieur nous met en position d'extrême fragilité, tant économique que géopolitique. C'est plus qu'une erreur, c'est un péché économique. L'ouverture timide sur d'autres partenaires est pour le moment réduite à des accords sur le papier qui ne se traduisent, malheureusement, pas dans les chiffres et la réalité de tous les jours. Le peu d'entreprises exportatrices que nous comptons, continuent d'avoir les yeux tournés vers l'Europe pour des raisons historiques et culturelles. Et même sur le Vieux Continent, nous sommes insuffisamment diversifiés. Ce paradoxe géoéconomique s'explique à la fois par les choix politiques du Maroc (ouverture économique salutaire, mais mal préparée et forte dépendance culturelle des dirigeants) et par la faiblesse de la base productive du pays, qui limite notre capacité à explorer d'autres territoires. La crise entre la Russie et la Turquie nous ouvre de larges perspectives, mais saurons-nous transformer l'essai ?

Quels sont les leviers sur lesquels il faut agir pour permettre à l'économie nationale d'être compétitive ?

Les réformes à entreprendre concernent en priorité l'amélioration du climat des affaires dans son sens le plus large, où nous comptons quelques avancées timides, mais accumulons des retards significatifs. L'autre levier est l'épineuse et éternelle tare de notre système éducatif qui doit être réformé en profondeur. Il est déraisonnable que nous tolérions un système où nous figurons parmi les pays qui dépensent le plus et récoltent les pires résultats. Chaque année, nous perdons, en raison de la persistance de ce problème de fond, de précieux points de croissance. Enfin, il y a lieu d'accompagner plus sérieusement le secteur privé, notamment les TPE et l'informel, qui ont longtemps été sacrifiés sur l'autel des accords de libre-échange auxquels, nous ne les avons pas bien préparés.

La réforme des retraites est toujours en panne. Comment sortir de l'impasse et sauver les caisses de retraite menacées par la faillite ?

La formule adoptée est la moins mauvaise à court terme, mais inefficace à long terme. Rappelons que la réforme proposée par le gouvernement et entérinée par le conseil économique, social et environnemental (CESE) consiste à agir sur les paramètres du système de la retraite par répartition (système fondé sur la solidarité entre générations), à savoir l'âge de départ à la retraite, les taux de cotisation et le niveau de la pension à la sortie. En relevant les deux premiers paramètres et en réduisant le troisième, le gouvernement espère sauver le système de la faillite immédiate. Mais ce sauvetage in extremis n'est que momentané (5 à 7 ans au meilleur des cas) et partiel (il n'épongera qu'une partie des dettes accumulées sur les régimes de retraite). Nous sommes donc loin d'une véritable réforme, car on ne veut pas faire peur aux Marocains, en leur expliquant l'étendue de la catastrophe. Or, bien que cette solution ne règle qu'une partie du problème et à court terme, il faut l'entreprendre coûte que coûte, avant d'ergoter sur les responsabilités historiques et les débats doctrinaux. Il faut au moins reconnaître à ce gouvernement le courage de plancher sur ce dossier très lourd qui concerne une bonne partie de la population. Faute de solution, les retraités risquent à terme de ne pas percevoir leurs pensions de retraite alors qu'ils ont trimé toute leur vie. Le temps n'est plus à la surenchère mais à à l'action.

Le gouvernement vient de libéraliser le marché des produits pétroliers. Cette vérité des prix ne risque-t-elle pas d'avoir des conséquences sociales ?

La vérité des prix est une bonne décision économique, car elle clarifie les règles du jeu et rend plus transparents les marchés. L'impact sur le pouvoir d'achat auquel vous faites référence n'est pas lié à la libéralisation des prix, mais à l'atonie du marché de l'emploi et à la faiblesse des filets sociaux qui doivent être organisés en dehors de la réalité économique. En d'autres termes, subventionner pour maintenir un pouvoir d'achat artificiel installe les gens dans l'assistanat et profite souvent aux plus riches. C'est acceptable à court terme, mais néfaste à long terme. Trouver du travail aux Marocains après les avoir bien formés et les rémunérer équitablement est le meilleur des filets sociaux.

Peut-on imaginer une économie forte et prospère sans une bourse dynamique alors que celle de Casablanca est minée depuis des années par une grande léthargie ?

L'économie marocaine, à de rares secteurs près tels que l'assurance et les caisses de retraite, peut se passer d'une bourse, surtout si celle-ci, à l'instar de la nôtre ne joue pas son rôle de financier de l'économie et devient un lieu de spéculation et d'enrichissement de quelques initiés. Le problème de notre bourse tient au manque de confiance et à l'indifférence généralisée qu'elle inspire désormais. Elle est maintenue sous perfusion artificielle par quelques grands acteurs pour ne pas la voir complétement péricliter. La fuite en avant qui caractérise la dernière génération de réforme en est le signe le plus patent. Alors que le marché souffre de manque de papier et de désertion des petits porteurs, nous voulons lancer de nouveaux compartiments et limitons la réforme à des menus ajustements techniques. C'est bien triste ce qu'est devenue cette bourse en mal d'un mangement fort, une bourse pourtant leader dans la région par le caractère avant-gardiste des réformes qu'elle a imaginées et mises en œuvre depuis plus de deux décennies. Depuis, elle a vécu sur ses acquis et n'est plus que l'ombre d'elle-même. ■

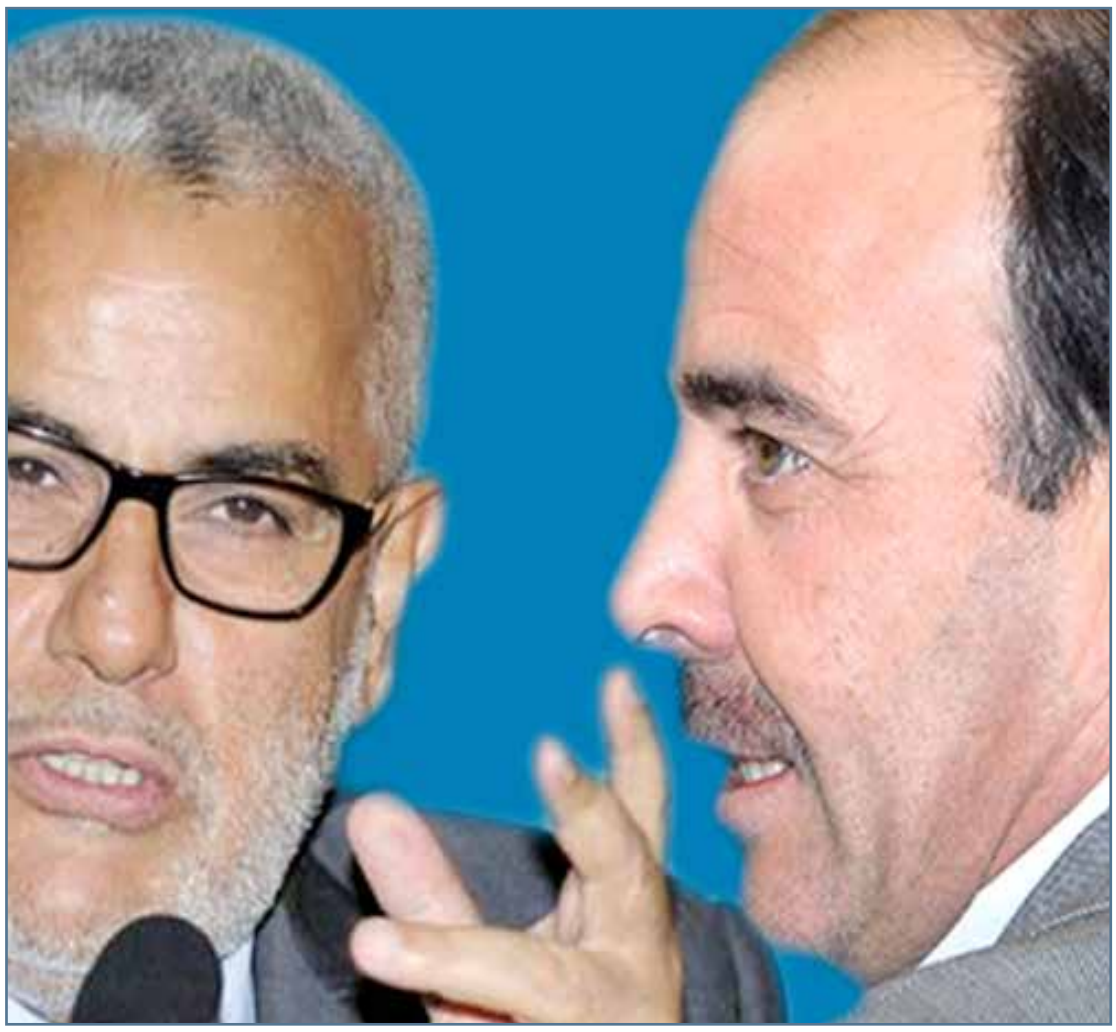
L'année 2016 sous le signe d'un probable raz de marée islamiste aux législatives

Electoraux choc en perspective

L'année qui commence sera une année électoraliste par excellence avec une classe politique traditionnelle qui a peur pour son avenir face au rouleau compresseur islamiste.

Ahmed Zoubaïr

Il est incontestable que 2016 sera une année électorale par excellence. Prévues pour septembre prochain, les élections législatives auront valeur de test pour la popularité pour le PJD qui compte rééditer le même exploit que celui des dernières communales qui lui ont permis de prendre le contrôle de la majorité des villes du Maroc, qu'elles soient grandes ou moyennes: Casablanca, Rabat, Salé, Marrakech, Agadir, Fès, Meknès, Kénitra, Tanger, Tétouan. Oujda, la capitale de l'Oriental, fait partie des rares villes ayant résisté au rouleau compresseur islamiste. Un véritable séisme politique dont l'ampleur a pris de court plus d'un a touché la démocratie locale jusque là dominée par les partis traditionnels. On s'attendait à une percée du PJD mais pas à un raz de marée aussi impétueux.



Le Maroc ira-t-il vers un gouvernement PAMJD ?

Raz de marée

Quelle carte politique sortira de ce scrutin législatif? Il ne s'agit plus de savoir si le PJD sera de nouveau consacré première force partisane du pays-ceci est un fait incontestable-mais de connaître le nombre de sièges qu'il pourrait récolter. Les autres partis, surpris par la puissance de la machine islamiste à récolter des voix, craignent que le PJD n'obtienne la majorité absolue comme cela a été le cas dans nombre de mairies du Royaume. Abdelilah Benkirane et ses ouailles rêvent d'obtenir un mandat franc de la part des citoyens-électeurs de façon à ce qu'ils puissent gouverner, sinon seuls, du moins avec le minimum de partis. Se retrouver avec la même coalition actuelle, composée de plusieurs alliés, est jugée contraignante pour une formation qui veut mettre en œuvre sa propre politique sans avoir à s'embarrasser de partenaires qu'ils considèrent plus comme des obstacles que de vrais alliés. Le RNI n'a-t-il pas été accusé ouvertement par Benkirane de ne pas respecter l'esprit de la majorité, notamment lors de l'élection des présidents de région et de favoriser les candidats du PAM ? Le cas le plus flagrant concerne Moncef Belkhayat comptabilisé sur le quota du Rassemblement et dont le vote aura été déterminant dans l'élection de Mustapha Bakkoury à la tête de la région Casablanca-Settat… Avant l'entrée du RNI au gouvernement qu'elle a contribué du reste à stabiliser, Abdelilah Benkirane et les siens ont eu à souffrir avec l'Istiqlal dont le secrétaire général Hamid Chabat a copieusement pilonné le chef du gouvernement avant de claquer la porte de l'exécutif. Un geste intempestif qu'il semble regretter aujourd'hui surtout après sa défaite communale cinglante dans son fief fassi face à son rival islamiste le ministre du Budget Idrissi Azami. D'ailleurs, le tonitruant Chabat, qui a cédé la place au gentil Hamid, s'est couché devant son ennemi d'hier allant jusqu'à lui reconnaître des qualités lors d'une émission télé.

En vérité, les principaux partis commencent déjà se positionner dans la perspective des prochaines législatives. A commencer par l'Istiqlal qui, en passant de l'opposition systématique au « soutien critique » à l'action gouvernementale, espère revenir aux affaires dans le cadre d'une alliance avec le PJD, conscient qu'il lui est désormais difficile de gouverner de nouveau sans un partenariat avec les islamistes. Finies donc les chabatiates, le vieux parti nationaliste et la formation islamiste, qui partagent le référentiel religieux, peuvent former un pôle conservateur cohérent.

Alliance

Sauf que l'Istiqlal n'est pas le seul à vouloir revenir au confort du pouvoir. D'autres partis oeuvrent pour le même objectif. Outre les partis traditionnels, principalement le RNI avec lequel il faut compter, il y a le PAM qui a lui aussi sensiblement changé son fusil d'épaule, montrant de plus en plus qu'il veut commencer une nouvelle page avec son adversaire islamiste. Partager le pouvoir avec les islamistes reste la principale ambition d'El Omari et ses amis qui ont compris à leur tour que leur arrivée au pouvoir, compromise par le fameux Printemps arabe, ne peut désormais se réaliser qu'avec une alliance avec les islamistes. Abdelilah Benkirane, qui abhorre le PAM autant qu'il adore le PPS, fait de la résistance, convaincu que le dernier né du paysage partisan a été crée contre le PJD. Mais rien n'est définitif en politique. Surtout dans la politique à la marocaine où tout le monde peut se maquer avec tout le monde. ■

PUB
DARI

Hassan Benomar : « Le seul adversaire du RNI c'est le populisme »

Président de la commission des Infrastructures, d'Energie, des Mines et de l'Environnement à la Chambre des représentants, président de l'arrondissement de Aïn Sebaa, membre du Bureau exécutif du RNI, ce diplômé de l'Université Harvard fait partie de la jeune garde moderne et dynamique du Rassemblement.

Propos recueillis par Ahmed Zoubaïr

Les prochaines législatives prévues en septembre 2016 se dérouleront-elles à votre avis dans un contexte favorable au RNI?

Si l'on se base sur les résultats des dernières élections communales et régionales, le RNI a maintenu son statut de grande force politique en réussissant même à améliorer ses suffrages, non seulement dans ses fiefs traditionnels, mais aussi dans d'autres régions telles que Tafilalet Draa, Laâyoune Oued Daheb, Meknès-Fès, Marrakech-Tensift… Le parti ne peut que renforcer son ancrage et espérer jouer les premiers rôles lors des prochaines législatives compte tenu de la qualité de sa participation au gouvernement actuel et des réformes organisationnelles qu'il compte mettre en œuvre.

Hassan Benomar.

Comment se prépare concrètement le Rassemblement à ces échéances décisives?

Le RNI vient d'achever une évaluation de sa participation aux élections communales nécessaire à des réajustements qui s'imposent surtout au niveau organisationnel. Pour ce faire, le président du parti Salaheddine Mezouar a tenu une série de réunions, couronnée le samedi 19 décembre par une rencontre entre les nouveaux présidents de communes et les ministres du parti.
Par ailleurs, le parti se penche sur l'analyse de son mandat gouvernemental qui s'achève et un bilan d'étape sera présenté au cours d'un conseil national qui livrera les grandes orientations pour la prochaine mandature.
Le plus gros du travail de préparation sera consacré à l'élaboration du programme du parti et à la mobilisation de nos militants pour faire réussir l'expérience démocratique de notre pays en incitant notamment les citoyennes et les citoyens à y adhérer massivement.

Pensez-vous que le Rassemblement peut créer la surprise et arriver en tête ou bien la première place sera décrochée par le PJD?

Arriver en tête de toute consultation électorale est l'ambition légitime de tout parti qui veut exercer des responsabilités publiques et participer à la gestion des affaires du pays. Cependant, permettez-moi de préciser que le seul adversaire du RNI est la démagogie, le populisme sous toutes ses facettes et le recours à des procédés malhonnêtes.
Au RNI, nous appelons de nos vœux une compétition électorale basée sur les programmes et les idées et non sur les envolées lyriques et les promesses tricotées au populisme.
Dans un contexte transparent et loyal, le Rassemblement, parti visible et lisible, fort d'une légitimité historique incontestable et d'hommes dévoués et compétents, a tous les atouts en main pour remporter la prochaine bataille législative.

Le PJD avait remporté haut la main les dernières communales. A votre avis, les islamistes vont-ils continuer sur leur lancée ou être victime d'un vote-sanction?

Le PJD n'est pas arrivé premier à l'issue des dernières communales. Certes, il a réalisé ses meilleurs scores dans les grandes villes mais le Maroc ne se limite pas seulement au milieu urbain, il est également composé du monde rural.
Au RNI, nous considérons que le peuple marocain est suffisamment intelligent pour apprécier l'apport de chaque parti au développement du pays et savoir qui l'abreuve juste de promesses mielleuses et qui agit véritablement sur le réel pour le changer.
Et puis, les législatives, qui se gagnent à 70% sur la base d'un programme politique, diffèrent des communales qui privilégient la personne. Je pense que le RNI a toutes les chances de son côté.

Comment évaluez-vous la participation du RNI dans le gouvernement Benkirane, sachant que votre parti a réussi à stabiliser et à pacifier après l'épisode mouvementé de l'Istiqlal de Chabat?

Cette participation parle d'elle-même. Le RNI s'occupe du pôle économique et diplomatique du gouvernement. Les indicateurs économiques qui étaient pour la plupart au rouge avant notre arrivée ont retrouvé aujourd'hui des couleurs. Du coup, l'investisseur et l'entreprise sont plus confiants que jamais dans le cadre d'une économie devenue plus résiliente.
La redistribution des richesses, via les autres ministères, se fait normalement, grâce à la poursuite des programmes publics. Même si l'apport indéniable du RNI à l'expérience gouvernementale ne lui est pas reconnu par certains de ses partenaires, je suis sûr que le citoyen, devenu plus avisé, saura le créditer de son bilan plus que positif.

Comment faire en sorte que les alliés du PJD au gouvernement tirent les dividendes électoraux de leur action au sein de l'exécutif dans un contexte où les électeurs tendent à créditer de leur confiance le parti locomotive que sont les islamistes, surtout que chaque membre de la coalition présentera ses propres listes?

La réponse se trouve dans votre question. C'est le chef du gouvernement qui devrait d'abord s'en charger. Et plus précisément lorsqu'il évoque les réalisations économiques du gouvernement, il pourrait faire un petit effort pour reconnaître le rôle RNI comme il le fait pour son propre parti lorsqu'il s'agit des actions sociales qui, il faut le préciser, ne pourraient être financées que si l'activité économique suit.

Le paysage politique actuel, marquée par une certaine confusion, a-t-il besoin d'une refonte en profondeur de façon à revoir les alliances politiques?

Je pense que vous entendez par confusion une certaine ressemblance des programmes économique.
Sur ce point, je serais d'accord avec vous sauf qu'il y a une différence majeure qui saute aux yeux, en ce sens que certains partis proposent une répartition des richesses par l'assistanat sans pour autant expliquer comment comptent-ils la créer alors que d'autres partis dont fait partie le RNI préconisent de créer les richesses tout en fixant les moyens d'y arriver pour pouvoir les partager au profit du grand nombre.
Or, l'assistanat ne préserve pas la dignité du citoyen et ne lui permet guère de compter sur lui-même pour être productif et utile pour la société. ■

PUB
HOLCOM

Lutte anti-terroriste

Le Maroc dans le viseur de Daesh

Comme beaucoup de pays dans le monde, le Maroc fait partie des cibles des sicaires sanguinaires de Daesh déterminés à aller jusqu'au bout de leur folie meurtrière. Mais les services de sécurité marocains, salués pour leur vigilance et leur expertise, ont réussi jusqu'ici à contrarier leurs projets barbares.

Jamil Manar

Il ne se passe pas une semaine ou même moins sans que les services de sécurité n'annoncent une opération de démantèlement d'une cellule djihadiste inféodée au prétendu Etat islamique. Pas plus tard que le vendredi 11 décembre, le ministère de l'Intérieur a rendu public un communiqué qui fait état du démantèlement par le Bureau central d'investigation judiciaires (BCIJ) d'une cellule terroriste liée à Daesh «s'apprêtant à commettre des attentats dans le royaume». Le coup de filet, qui a débouché sur l'interpellation de neuf membres de ce réseau dont les armes ont été saisies, a eu lieu dans plusieurs villes du pays dont Kénitra alors qu'ils étaient à «un stade avancé dans la préparation d'attentats». Le pire a donc été évité. Selon le ministère, les personnes interpellées «entretenaient des liens avec des jihadistes marocains combattant dans les rangs de Daesh en Syrie et en Libye». «Les suspects ont révélé avoir reçu des instructions de Daesh pour viser des installations et sites sensibles en utilisant des explosifs». Une semaine plutôt, soit le 5 décembre dernier, la justice a condamné 11 personnes à des peines allant de deux à sept ans de prison ferme pour leur implication dans «des affaires liées au terrorisme».

Coopération

Comme beaucoup de pays, le Maroc fait partie des cibles des sicaires sanguinaires de Daesh qui cherchent à frapper un grand coup surtout à la veille des fêtes de fin d'année. Mais la vigilance des services de sécurité, qui ont placé le pays en état d'alerte maximale après les attentats de Paris du 13 novembre 2015 et ceux de Tunis survenus quelques jours plus tard. Le Maroc se donne tous les moyens nécessaires pour affronter en interne la menace terroriste tout en participant efficacement à la lutte anti-terroriste à l'échelle mondiale. Une coopération de qualité saluée par la communauté internationale et que nombre de pays sollicitent pour pouvoir neutraliser les groupuscules terroristes opérant sur leur sol.

Tout récemment, c'est la Belgique qui a demandé à Rabat «une collaboration étroite et poussée en matière de renseignements et de sécurité» réputés pour leur expertise et connaissance de l'industrie de la terreur, alors que la traque des suspects impliqués dans les attentats de Paris s'intensifiait à Bruxelles. Cette demande est venue suite au concours décisif des services marocains qui a permis de mettre les enquêteurs français sur la piste du cerveau présumé des attentats du 13 novembre, Abdelhamid Abaaoud. Ce tuyau est d'autant plus précieux que celui-ci, qui a été tué dans l'assaut de l'appartement prêté à Saint-Denis projetait visiblement de mener des attentats-suicide au quartier de la Défense, le 17 ou le 18 novembre. ■

Un corps d'élite pour une menace permanente.

BCIJ : L'expertise marocaine

Inauguré en mars dernier en présence des hauts responsables de la sécurité nationale dans une contexte mondial de recrudescence des attentats terroristes, le Bureau central d'investigation judiciaire (BCIJ) s'est assigné une mission de première importance : la lutte contre toutes les formes de la criminalité, principalement le terrorisme.

«Le FBI» à la marocaine est chargé de traiter, sous la supervision du ministère public, les crimes et délits prévus par l'article 108 du Code de procédure pénale, nous explique notre source. Il doit donc, lutter contre le grand banditisme, le trafic de stupéfiants ou d'armes, le terrorisme et les atteintes à la sûreté de l'Etat mais aussi contre la falsification de monnaie ou les enlèvements. C'est Abdelhak Khiam, ex- patron de la Brigade nationale de la police judiciaire (BNPJ) qui a été placé à la tête de ce service mobilisé 24 heures sur 24.

Un vrai trésor de guerre

Le patrimoine du prétendu Etat Islamique (Daesh) est évalué à quelque 2 260 milliards d'euros et son budget 2015 à 2,6 milliards d'euros. Un véritable trésor de guerre qui fait peur aux pays membres du Conseil de sécurité qui veulent mettre fin à cette manne financière colossale. D'où la résolution adoptée jeudi 16 décembre par les ministres des finances des membres du conseil de sécurité visant à assécher les sources de financement des organisations terroristes.

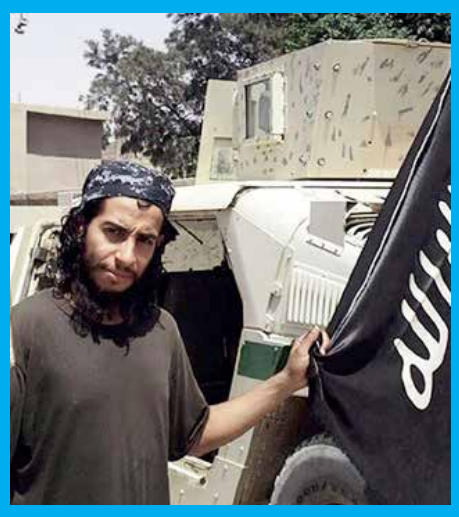
PUB
COSUMAR

« Charlie Hebdo » décapité

Le 7 janvier 2015, deux hommes armés tuent 12 personnes et blessent 11 autres dans les locaux du journal satirique Charlie Hebdo à Paris. Cette attaque, ainsi que quatre autres actes de terrorisme associés qui ont été déplorés en trois jours, a rassemblé des millions de personnes lors d'une marche pour l'unité à Paris et dans toutes les villes de France. Partout dans le monde, les gens ont repris la phrase « Je suis Charlie « pour exprimer leur solidarité envers les victimes, principalement des journalistes et des caricaturistes de talent, et défendre la liberté d'expression.

Barbarie à Paris

Le soir du vendredi 13 novembre, un groupe de terroristes, affiliés à Daesh, orchestrent plusieurs attentats à Paris qui ont bouleversé le pays et le monde entier. La France n'a jamais connu d'attentats aussi meurtriers avec autant de victimes. C'est l'attaque du Bataclan qui a fait le plus de morts. Le public, qui suivait un concert de musique, était pris en otage par des tueurs déterminés qui tiraient dans le tas sur tout ce qui bougeait. L'état d'urgence a été décrété, quelques heures après ces attentats qui ont fait 130 morts et plusieurs dizaines de blessés graves. L'état d'urgence a permis notamment des perquisitions administratives à toute heure et des assignations à résidence sans passer par un juge. Il a été prolongé jusqu'à fin février.



Abdelhamid Abaaoud, le cerveau présumé des attentats de Paris.

Blatter et Platini hors jeu…

Blatter, une sortie humiliante.

L'année 2015 a clôturé un long chapitre de l'histoire du FIFA. Le scandale de corruption qui a éclaboussé le temple du foot-business a fini par avoir raison de l'insubmersible Joseph Blatter, 79 ans, quatre jours seulement après sa réélection fin mai à la tête de la FIFA. Avant l'élection du président de la FIFA, sept hauts responsables de l'instance mondiale sont arrêtés à leur hôtel à la demande de la justice américaine. Ils seraient impliqués dans différentes affaires de corruption et de blanchiment d'argent remontant aux vingt dernières années. Le président de la Fédération sud-africaine, Danny Jordaan, a reconnu avoir versé 10 millions de dollars à la FIFA en 2008, mais jure qu'il ne s'agit pas d'un pot-de-vin pour l'attribution du Mondial 2010. Mis en cause, le secrétaire général de la FIFA et bras droit de Joseph Blatter, Jérôme Valcke, est soupçonné d'avoir transféré 10 millions de dollars sur des comptes gérés par l'ancien vice-président de l'organisation Jack Warner. Et voilà que Blatter et Platini écopent de 8 ans de suspension chacun. Le foot à la Blatter est footu…

L'athlétisme Russe au dope niveau

Ils incarnent désormais le dopage dans l'athlétisme mondial : la Russie, son gouvernement et ses athlètes ont été cloués au pilori par l'Agence mondiale antidopage (AMA). Dans son rapport de 300 pages, l'AMA révèle un «haut niveau de collusion» entre les athlètes, les entraîneurs, les médecins, les officiels et les agences sportives pour fournir de façon systématique aux athlètes russes des produits dopants et atteindre le principal objectif de l'Etat: produire des vainqueurs. Elle décrit «une culture profondément enracinée de la tricherie». Tout est parti de reportages réalisés par la chaîne allemande ARD en décembre 2014, puis en août 2015, avec des témoignages d'anciens dopés russes devenus lanceurs d'alertes». Rapidement, l'AMA a mis sur pied sa commission indépendante pour enquêter sur ces allégations. Voilà comment on fabrique des champions dope niveau.

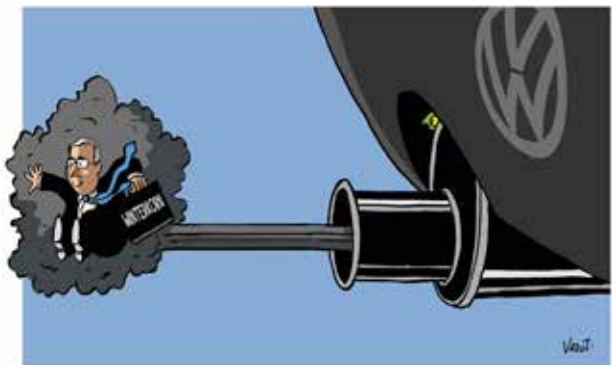
SwissLeaks, la grande évasion… fiscale

Les chiffres donnaient le vertige. Fruit d'investigations hors norme, menées entre Paris, Washington, Bruxelles ou Genève, SwissLeaks a dévoilé les dessous d'un vaste système d'évasion fiscale accepté, et même encouragé, par l'établissement britannique HSBC, deuxième groupe bancaire mondial, par l'intermédiaire de sa filiale suisse HSBC Private Bank. Selon les enquêteurs, 180,6 milliards d'euros auraient transité, à Genève, par les comptes HSBC de plus de 100.000 clients et de 20 000 sociétés offshore, très précisément entre le 9 novembre 2006 et le 31 mars 2007. Une période correspondant aux archives numérisées dérobées chez HSBC PB par Hervé Falciani, ancien employé de la banque. Ce dernier a été condamné fin novembre par défaut à cinq ans de prison pour espionnage économique par le Tribunal pénal fédéral suisse. Ça lui apprendra de balancer au fisc les noms d'honnêtes clients !

Les naufragés de l'Europe

En avril, le bateau Sewol, qui transportait 475 passagers dont 352 lycéens, a sombré au large de la Corée du Sud, causant la mort de 300 personnes. Un seul des 46 radeaux de sauvetage a pu être mis à la mer, emportant avec lui le capitaine du navire, depuis condamné à 36 ans de prison par la justice sud-coréenne. Le 28 décembre, un ferry italien, le Norman Atlantic, a coulé au large de la Grèce, entraînant la mort d'au moins 10 personnes. 2015 était en effet une année noire pour l'immigration en Méditerranée. Un drame humain qui se joue quasiment tous les jours aux portes de l'Europe. Critiquée pour sa passivité, L'UE a tenté de sauver les meubles en décrétant dix propositions d'actions pour lutter contre le trafic de migrants, et empêcher les candidats à l'immigration de prendre la mer au péril de leur vie. Mais pour ces hordes de desperados, la Méditerranée malgré ses dangers ce n'est pas la mer à boire, disposés à mourir pour vivre…

Volkswagen trahi par son menteur Diesel



Le scandale Volkswagen, révélée par les Américains, n'a pas seulement ébranlé l'Allemagne, mais toute l'Europe. Le constructeur allemand, pris la main sous le capot, a admis avoir trompé ses clients, notamment au sujet des émissions polluantes de ses véhicules diesels. A l'échelle mondiale, environ onze millions de véhicules – Volkswagen, Audi, Skoda, Seat – furent équipés d'un logiciel espion sophistiqué capable de détecter automatiquement à quel moment la voiture était soumise à un test de mesure anti-pollution. L'algorithme en question enclenchait un mécanisme interne de limitation des gaz polluants permettant au véhicule de respecter les normes en vigueur et de se voir ainsi décerner le certificat d'usage. Volkswagen faisait en effet miroiter la beauté de son diesel propre et faisait même de la protection de l'environnement l'une de ses priorités stratégiques. Chez Volkswagen, on ne manque pas d'air…

La charcuterie sur le grill

Rendu public en octobre 2015, le rapport a eu l'effet d'une bombe. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), une agence de l'OMS, a classé tous les produits transformés à base de viande dans son groupe 1, celui des substances « cancérogènes pour l'homme », au même titre que le tabac et l'amiante. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils sont aussi dangereux, note l'organisme. Dans cette catégorie des produits carnés transformés, on trouve toutes les viandes salées, fumées ou ayant subi tout autre processus qui améliore son goût ou sa conservation : la charcuterie, donc, mais aussi les viandes en conserve ou les sauces et préparations à base de viande. La catégorie «viande rouge», elle, inclut aussi bien le bœuf que le porc ou le mouton. Elle est classée dans le groupe 2A, celui des produits « probablement cancérogènes pour l'homme ». Vive le jeûne !

PUB
OULMES

La France se casse le Front…

Les élections régionales en France ont été marquées par le score historique du FN au premier tour. Si le FN n'a remporté aucune région à l'issue de la seconde manche, il a toutefois dépassé d'au moins 200.000 voix son record historique du premier tour de la présidentielle de 2012. C'est l'effet de la nouvelle stratégie de sa cheftaine consistant à humaniser le parti pour en faire un parti de gouvernement Au soir du premier tour, le Front était estampillé «premier parti de France», après avoir réuni près de 28% des voix au niveau national. Finalement, la tendance était différente : le parti de Marine Le Pen est revenu bredouille à cause de la mobilisation des électeurs et l'union formée par ce que la présidente du FN, Marine Le Pen appelle l'UMPS (contraction PS et UMP). Celle-ci a toutefois estimé que la «montée» du FN était «inexorable» et a averti : « Rien ne pourra nous arrêter ». La Marine y va à Front…

Algérie : 2016 s'annonce sous de bons « hospices »

L'économiste américain Philip Verleger lâcha le 3 mars 2015 une phrase assassine. Le conseiller à la Maison blanche « souligna que les Etats-Unis disposaient d'un puissant levier de pression sur la Russie: la réserve stratégique de pétrole (RSP), soit près de 700 millions de barils de pétrole dont l'importance pour la sécurité nationale des USA n'est plus cruciale en raison de l'exploitation prochaine du pétrole de schiste en quantité importante aux Etats-Unis. » D'apparence anodin, ce propos a fait vaciller l'Algérie qui vit essentiellement des pétrodollars sur ses bases. Et pour cause. Le pays de Boutef risque ainsi de perdre son importance stratégique aux yeux de l'Oncle Sam. Du coup, la guerre des clans, qui fait rage en Algérie, est montée d'un cran. Lors d'une table-ronde organisée, le 29 mars 2015 à Montréal, Hocine Malti, ancien vice-président de Sonatrach, qualifie les 15 années de règne de Bouteflika de « catastrophiques ».

Abdelaziz Bouteflika. Le pouvoir en roulant...

Mieux : « la charge d'Amar Saâdani, chef du FLN, contre Mohamed Mediène, dit Toufik, a repris des lieux communs. Ce qu'a dit Saâdani contre Toufik est un secret de Polichinelle », estime, d'emblée M. Malti pour qui les trois mandats du chef de l'État sont le fait du DRS. Des propos qui ne resteront pas lettre morte. Le 13 septembre 2015, un communiqué de la présidence indique que Bouteflika « a mis fin ce jour aux fonctions de chef du Département du renseignement et de la sécurité, exercées par le général de corps d'armée, Mohamed Mediene, admis à la retraite ». En novembre suivant le général Hassan, âgé de 68 ans dont 51 de service à l'APN, sera condamné à 5 ans de prison ferme par le tribunal militaire d'Oran pour non-respect des consignes miliaires » et « destruction de preuves militaires ». Côté finances, le conseil des ministres a approuvé mardi 6 octobre dernier le projet de loi de finances 2016 qui prévoit une baisse de 4% des recettes budgétaires. Moralité : 2016 s'annonce sous de bons «hospices !»

Les pays arabes unis contre le Yémen

L'étincelle qui déclenchera la machine de guerre a éclaté en septembre 2014 quand la rébellion houthiste a pris le contrôle de Sanaa, afin de torpiller un projet de Constitution sur un Etat fédéral qui le priverait d'un accès direct à la mer. La chute de la capitale a poussé le président yéménite au pouvoir Rabbo Mansour Hadi de prendre la fuite et de s'installer à Aden, au sud. Rabbo Mansour Hadi lancera un appel à l'aide lorsque cette rébellion, appuyée par des unités militaires restées fidèles à l'ancien président Saleh, a fortement progressé vers le sud et en se rapprochant des portes d'Aden.

SOS bien reçu en Arabie Saoudite, qui ne veut absolument pas voir les milices chiites, soutenues par l'Iran, contrôler une rive du détroit stratégique de Bab el-Mandeb.

Dans nuit du mercredi 25 au jeudi 26 mars 2015, l'Arabie Saoudite, en association avec plusieurs pays arabes amis dont le Maroc lance l'opération « Decisive Storm» au Yémen qui prend officiellement le 21 avril 2015. Sur les réseaux sociaux, on a ironisé sur cette coalition arabe dirigée contre un pays arabe : le jour où les arabes se sont mis d'accord, ils ont bombardé le Yémen. Un tour de chauffe pour se préparer à se payer l'ennemi israélien ?

El Assad sauvé par Daesh !

Après plus de 56 mois de guerre en Syrie qui a fait plus de 250 000 morts, plusieurs centaines de milliers de blessées et un nombre incalculable de déplacés, les choses semblent se tasser sur le front politique. Mais sur le terrain, les combats font toujours rage entre groupes armés opposés au régime El Assad soutenu par les puissances occidentales et l'armée gouvernementale appuyée par l'Iran et le Russie. L'Iran, principal allié de Bachar avec la Russie, n'avait jamais participé aux négociations diplomatiques visant à trouver une sortie à la crise. En 2012, Téhéran n'avait pas été non plus invité à la conférence de Genève 1. En 2014, l'invitation à celle de Genève 2 avait été retirée par le secrétaire général de l'ONU. En octobre 2015, la participation au rendez-vous de Vienne du ministre des Affaires étrangères iranien Mohammad Jawad Zarif, le même qui négocia avec les grandes puissances l'accord sur le nucléaire, constitue donc en soi un tournant majeur dans ce conflit meurtrier. Ainsi pour la première fois, les deux grands parrains de Bachar El Assad ainsi que toutes les puissances régionales impliquées dans la crise syrienne se retrouvent à la même table dans la capitale suisse. La grande nouveauté dans cette sale guerre c'est le revirement diplomatique de Washington. Avec la France, les Etats-Unis, surtout après le grand choc provoqué par les attentats du 13 novembre, considèrent désormais que toute solution politique au conflit passe par l'Iran, qui soutient financièrement et militairement le régime de Damas et que l'ennemi à abattre est moins Bachar que L'EI. Autrement dit, El Assad a été sauvé par les attentats de Paris commandités par l'EI. Vendredi 18 décembre, le conseil de sécurité a décidé à l'unanimité de préserver la souveraineté de la Syrie. Une victoire pour Assad.

La démocratie tunisienne minée par le terrorisme

Le 18 mars 2015, deux assaillants tirent à l'arme automatique sur des touristes étrangers qui descendaient d'un bus. Bilan : 22 morts dont un policier tunisien. L'attaque a été revendiquée par l'Etat Islamique(EI). Les autorités tunisiennes dont les services de sécurité sont visiblement peu outillés face à la menace terroriste neutralisent le 29 mars dernier neuf membres de la principale brigade djihadiste implantée dans le pays, Okba Ibn Nafaa lié à Al-Qaïda au Maghreb (Aqmi). Les ennemis de la démocratie naissante tunisienne savent parfaitement que le talon d'Achille du pays s'apelle le tourisme. Vendredi 26 juin nouvel attentat sanglant. Un homme ouvre le feu à la kalachnikov sur la plage très fréquentée par les touristes du port d'El-Kantaoui, dans la station balnéaire de Sousse. Au moins 37 personnes sont tuées en majorité britanniques. Mercredi 25 novembre matin, un attentat à l'explosif ciblant un bus transportant des membres de la sécurité présidentielle à Tunis fait 12 morts et 20 blessés parmi les passagers. S'adressant à ses compatriotes, le président tunisien Essebsi annulera une visite prévue en Suisse les 25 et 26 novembre et décrétera l'état d'urgence pour un mois.

La Tunisie, une démocratie fragile.

PUB
WATANYA

Cop 21 : enfin un climat d'entente…

Paris capitale du monde.

Premier vrai accord universel sur le climat après les loupés de Copenhague en 2009 et de Cancun en 2010. Au terme de 12 jours de rudes négociations, le sommet de Paris a abouti le 12 décembre 2015 dans la commune du Bourget au premier accord universel de l'histoire sur le climat. « La majorité des Etats et des acteurs non-étatiques y voient un texte globalement positif, même si des engagements encore plus ambitieux sont à adopter pour limiter le réchauffement climatique en-dessous de 2°C. » Parmi les grandes décisions de ce projet d'accord qui n'est pas vraiment contraignant, la promesse de limiter la hausse des température à seulement 2°C et l'engagement des pays riches à mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020, afin d'aider les pays en voie de développement à lutter contre le dérèglement climatique. En attendant des résultats concrets, le climat est toujours propice à l'attirail de l'économie verte… Rendez-vous pour la COP 22 à Marrakech en 2016 où, à l'ombre des palmiers, l'atmosphère sera plus sympathique…

McDo : une baisse qui frise l'indigestion…

McDonald's en pleine crise identitaire après 75 ans d'existence. Confronté à une chute de ses ventes et à un changement des modes de consommation, la firme tente de se réinventer pour repartir à la conquête des amateurs du « Nefast food. »

La dégringolade historique de ses ventes commence en 2012, son directeur général, Dom Thompson, quittera ses fonctions le 31 mars 2015, après seulement trois ans à la tête du géant de la restauration rapide. Il sera remplacé par son lieutenant, Steve Easterbrook, premier vice-président de la marque.

La publication des derniers résultats du groupe, vendredi 23 janvier 2015, a signé l'arrêt de mort de Dom Thompson. La fréquentation de ses restaurants a diminué de 3,6% à travers le globe l'an dernier. Le chiffre d'affaires annuel a reculé de 2,36% à 27,44 milliards de dollars plombant ainsi les bénéfices (-14,8% à 4,76 milliards de dollars). Et le déclin des ventes se poursuivra en janvier, a déjà prévenu le groupe.

Signe qui en dit long sur l'effritement de l'empire McDo, c'est aux États-Unis que le recul (-4,1%) est le plus important. « C'est simple, McDonald's n'a plus enregistré de croissance de ses ventes chez l'Oncle Sam, son plus important marché, depuis octobre 2013. »

Dernière frite froide dure à avaler : les élus du comité d'entreprise de McDonald's Ouest Parisien ont déposé plainte le 17 décembre dernier pour blanchiment de fraude fiscale et abus de biens sociaux, dénonçant des pratiques fiscales rendant « impossible » tout bénéfice et donc tout intéressement des salariés. C'est la vrai recette Mcdo ?

Libye : un seul être vous manque…

Unifier un pays fondé sur une mosaïque de tribus rivales que le règne Kadhafi a réussi à maîtriser n'est pas chose facile, surtout que les interminables négociations entre les parties au conflit pour un accord durable échouent les unes après les autres. Beaucoup d'espoirs sont fondés sur l'accord de Skhirat parrainé par l'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, Martin Kobler. Un accord visant à jeter les bases d'un gouvernement d'union nationale dont la mission première sera de stabiliser un pays où l'organisation Etat islamique (EI) est bien implanté.

Trois ans après la chute du régime de Mouammar Kadhafi, une guerre civile a éclaté en Libye entre deux camps politico-militaires rivaux. D'un côté, le Parlement élu en juin 2014 lors d'un scrutin reconnu par la communauté internationale. Dominé par une coalition de libéraux et de nationalistes auxquels se sont ralliés d'ex-cadres du régime de Mouammar Kadhafi – tous soudés par une hostilité commune aux islamistes –, cette assemblée a dû se replier à Tobrouk, dans l'est du pays.

En face s'est dressée une assemblée rivale, le Congrès général national (CGN), siégeant à Tripoli (ouest) et contrôlée par le camp islamiste allié à la ville marchande de Misrata autour d'une coalition baptisée Fajr Libya (Aube de la Libye).

A cette fracture principale sont venus se greffer toute une série de conflits locaux opposant des identités infranationales en plein réveil, notamment dans le Sud (Fezzan) déchiré par une meurtrière guerre entre les Toubous d'un côté, et les Touaregs et les Ouled-Slimane de l'autre.

Afin de résorber la crise entre les deux camps rivaux de Tripoli et de Tobrouk qui, au-delà de son coût humanitaire, sapait la manne pétrolière du pays, les Nations unies ont initié un processus de paix.

La Libye n'en serait pas là aujourd'hui avec cet imbroglio politico-islamo-tribal complexe, si Kadhafi assassiné par les rebelles était toujours aux commandes. Rendez Mouammar aux Libyens !

La Palestine collectionne les victoires diplomatiques

Le 30 septembre 2015, la Palestine décroche une nouvelle victoire diplomatique symbolique de taille : le drapeau national flotte pour la première fois au siège de l'ONU à New York, au côté des 193 bannières des États membres de l'organisation onusienne. Comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, la Suède devient fin octobre l'Etat le premier pays de l'Union européenne à reconnaître l'Etat de Palestine. « Une initiative saluée par le président palestinien comme courageuse et historique », a déclaré dans la foulée le président Mahmoud Abbas. La première bataille symbolique mais encourageante pour l'Etat palestinien, date du 31 octobre 2011. Ce jour-là la Palestine est devenue le 195e membre de l'Organisation de l'Unesco. Le 1er avril 2015, nouvelle victoire diplomatique palestinienne qui permet à la Palestine de rejoindre officiellement la Cour pénale internationale, même si le jour où elle pourra y traîner les criminels de guerre israéliens est encore très loin. Mardi 22 décembre, le parlement grecque vote une résolution demandant à Athènes de reconnaître la Palestine.

Enfin une voix pour la femme saoudienne

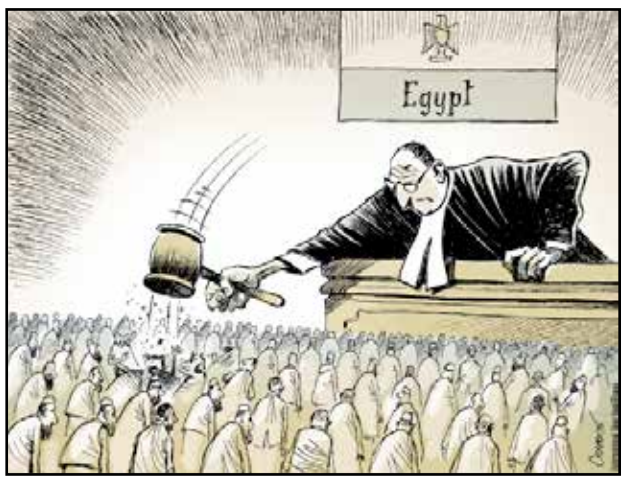
Une première historique en Arabie saoudite où au moins 20 femmes ont été élues lors des élections municipales dimanche 13 décembre 2015. Il s'agissait du premier scrutin ouvert à la gent féminine dans l'histoire de ce pays grâce à une décision prise dans ce sens par le défunt roi Abdellah. Une révolution dans un pays ultra-conservateur, où les femmes, encore soumises à de nombreuses restrictions, étaient les dernières à être frappées d'interdiction de voter et de se porter candidates à une élection. « Même s'il n'y en avait eu qu'une, nous aurions été fières. Franchement, nous n'attendions aucune victoire », s'est félicitée Sahar Hassan Nassif, militante féministe de la région de Jeddah. La première femme dont la victoire a été annoncée a été élue au conseil municipal de la petite localité bédouine de Madrakah, dans la région de La Mecque. Salma bent Hizab al-Oteibi a triomphé face à sept hommes et deux femmes. « Toute ma vie a été une lutte», a déclaré cette institutrice à l'AFP. Mais ce n'est que le début d'un chemin qui reste encore très long et difficile…

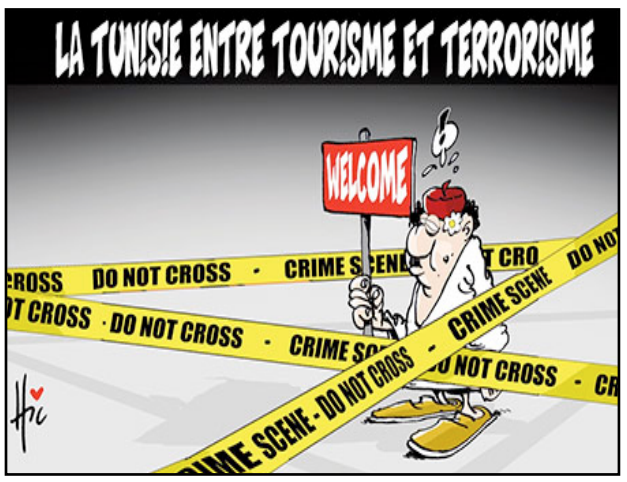
Régime anti-Grèce sévère

Les yeux du monde entier étaient rivés sur la Grèce cette année, après l'élection d'Alexis Tsipras au poste de Premier ministre dans le cadre d'une plate-forme anti-austérité. En juin, la majorité des Grecs a voté contre la renégociation du plan de sauvetage, soulevant du coup la question de la sortie éventuelle de la Grèce de la zone euro. En juillet, le pays, ravagé par une crise d'une ampleur inouie, accepte un nouveau plan de sauvetage pour éviter la faillite. De la hausse de la TVA au passage de la retraite à 67 ans, en passant par la suppression des avantages fiscaux sur les îles et la relance des privatisations, Athènes a en effet cédé sur des sujets encore tabous à ses yeux avant ce fameux referendum. Une vraie tragédie grecque version 21ème siècle.

PUB
AL OMRANE

Le Monde en dessin





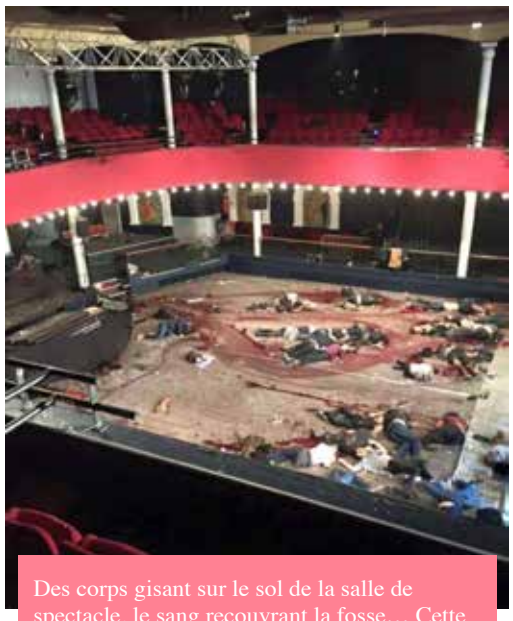
PUB
ONEE

Photoschoc

Hamid Chabat, toute honte bue après sa raclée électorale à Fès infligée par le ministre islamiste El Azami dont il a serré la main après l'avoir copieusement insulté...

La crise greque. Tout un peuple sur le carreau.

40ème anniversaire de la Marche Verte. La jeunesse vibre pour son Sahara. Une célébration sans précédent.



Des corps gisant sur le sol de la salle de spectacle, le sang recouvrant la fosse… Cette photo prise suite aux attentats du 13 novembre au Bataclan a suscité de vives réactions après sa diffusion sur le net.

Son «invention», composée d'un écran numérique et d'un circuit électronique, a valu à Ahmed Mohamed d'ëtre menotté par la police américaine. Dans l'Amérique paranoïaque, les petits génies sont pris pour des apprentis-terroristes.

L'Enfant endormi : Le corps sans vie d'Alan Kurdi, l'enfant qui n'a pas survécu au naufrage d'un bateau de réfugiés en route pour l'île grecque de Kos, est devenu symbole du drame humain des migrants.

Les images tragiques de l'accident de Tan Tan. Les victimes sont des écoliers qui revenaient d'une compétition scolaire.

Entre la police montée et la police augmentée, il y a la police frappée.

Survivant des attentats de Beyrouth, Haidar, le petit orphelin libanais fan du Real, a rencontré à Madrid son idole Cristiano Ronaldo.

Mise au poing. Quand un boxeur devient l'ami d'un footballeur. Cela donne quoi? Des virées nocturnes entre Agadir et Marrakech très peu sportives.

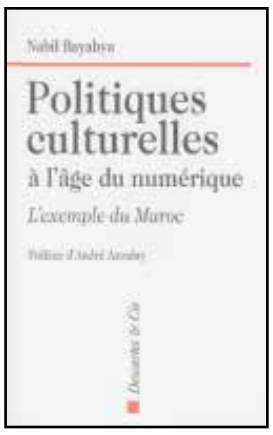
En juin, le drame qui a coûté la vie à une dizaine de personnes, en majorité des enfants, qui se sont noyées sur la plage de Oued Cherrat (Skhirat), a suscité une forte émotion au Maroc.

Dans un village de Cisjordanie, non loin de Ramallah, une violence ordinaire prise sur le vif : des femmes palestiniennes courageuses se battent pour libérer un garçon plaqué au sol violemment par un soldat israélien.

Message des étudiants de médecine en grève : les blouses blanches ne sont pas des kleenex...

Livres

« Politiques culturelles à l'âge du numérique : l'exemple du Maroc » *Nabil Bayahya*



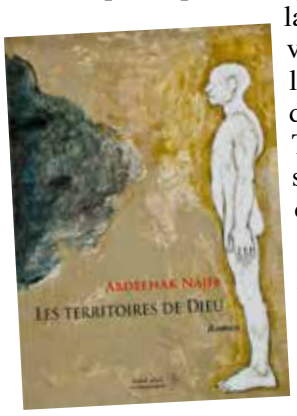
« Politiques culturelles à l'âge du numérique Les politiques culturelles », paru aux éditions Descartes & cie, ne laissent personne indifférent. Tantôt revendiquées comme la garantie des libertés dans un régime démocratique, tantôt dénoncées comme l'accaparement de l'argent public par une minorité, elles sont aujourd'hui interrogées quant à leur utilité réelle pour la société. Si les gouvernements continuent d'en louer les bienfaits et de souligner les efforts qu'ils y consacrent malgré des conjonctures difficiles, il n'est plus d'homme politique qui prenne la responsabilité d'une grande action culturelle. Pourtant, l'histoire montre que ces politiques sont avant tout le reflet d'une époque, d'une civilisation. L'auteur nous emmène ainsi à travers les âges de la «culture pour tous» et de la «culture pour chacun», où les États ont d'abord voulu forger un homme culturel à l'image des élites avant de le laisser s'exprimer dans sa diversité, pour aujourd'hui assister à une dématérialisation qu'ils peuvent difficilement réguler. À travers l'exemple marocain, il nous livre les clés de ce que pourrait être une politique culturelle à l'ère du numérique.

« Dans le jardin de l'ogre» *Leïla Slimani*

Ames sensibles s'abstenir. « Dans le jardin de l'ogre », l'auteur Leïla Slimani raconte l'histoire d'une femme à la dérive, prisonnière de sa quête de partenaires sexuels. Un roman violemment réaliste, bouleversant et brutal. Un premier roman qui frappe fort. Sans le moindre préliminaire, Leïla Slimani impose son personnage, Adèle, jeune femme, mariée et mère. Nymphomane. « Adèle cherche. Tout le temps. Son esprit vagabonde, ses pulsions la téléguident. Ce soir, elle finira encore dans le lit d'un inconnu. Elle se dégoûtera. En rentrant, elle embrassera son mari et son petit garçon déjà endormi, honteuse et déjà excitée par la nouvelle aventure du lendemain ».

« Les territoires de Dieu » *Abdelhak Najib*

Dès les premières pages de ce roman, le ton est donné. Abdelhak Najib, journaliste, chroniqueur et animateur télé, n'y va pas par quatre chemins. Tout en prend pour son grade : la société, la famille, la liberté, la politique, les valeurs humaines… Seule l'amitié semble trouver crédit dans son roman «Les Territoires de Dieu». C'est simple, cette histoire éclatée de plusieurs amis d'enfance, qui luttent pour se faire une place au soleil, passent de découverte en découverte, de déconvenue en déconvenue, mais ne laissent jamais tomber. Ils ont appris sur le macadam que la vie s'arrache et que seul celui qui veut se relever est digne qu'on lui tende une main salvatrice. Abdelhak Najib connaît très bien son sujet. Hay Mohammadi, théâtre grandiose de cette histoire, prend du coup l'allure de n'importe quel autre quartier dans le monde. On peut y trouver des personnes comme vous et moi, des citoyens déçus, des hommes amoureux, des femmes libres, des enfants blasés à un âge précoce et un véritable conflit identitaire et référentiel par rapport à des valeurs qui semblent biaisées, contradictoires et hypocrites, par moments.



«Ce qui nous somme » Collectif

Une trentaine d'écrivains et d'intellectuels marocains ont décidé de se rassembler pour s'unir contre les amalgames et l'islamophobie qui règnent depuis les attentats contre Charlie Hebdo en France. «Ce qui nous somme» est un recueil de sentiments, d'émotions, et de ressentis éprouvés par chacun de ces hommes et femmes de lettre après les événements tragiques qui ont secoué la France. Ce livre rassemble entre autre, des écrivains comme Mohamed Tozy, Ali Benmakhlouf, Tahar Benjelloun, Driss Jaydan et Lamia Berrada-Berca. Face à la tragédie, ces voix s'élèvent contre la barbarie qui a voulu mettre à genoux la liberté d'expression. C'est de la volonté de les rassembler en un recueil, que naît l'idée de cet ouvrage, mêlant textes classiques et textes de 60 écrivains contemporains.

« Casablanca œuvre ouverte » Collectif

«Casablanca, Fragments d'imaginaire », édité en 1997, offrait un tableau éclectique de Casa. Avec la réédition de cet opus accompagné d'un nouvel hymne urbain, riche des échos et des métamorphoses d'aujourd'hui sous le titre de « Casablanca œuvre ouverte », la métropole renoue avec sa légende tout en déconstruisant frénétiquement les sens dans lesquels il convient de la lire. L'ajout de nouvelles contributions d'auteurs marocains ou étrangers ayant vécu à Casablanca à d'autres périodes et dans différents quartiers permet de raconter plus de cinquante ans d'histoire de la ville, à travers un faisceau d'appréhensions intimes. Dans cette métropole où chacun est un étranger, ces évocations personnelles ont en commun leur caractère hybride et leur liberté. A travers elles, s'exprime l'identité profonde de Casablanca. Comment Casablanca s'écrit-elle aujourd'hui ? Quelles textualités, quelles nouvelles formes littéraires produit-t-elle? Quel laboratoire d'écritures constitue-t-elle ? Ici Casablanca n'est pas un thème mais une mélodie disharmonique, pleine de failles, débordant ses limites, insinuant le grondement de réalités sur le point d'affleurer.

CD Musique

« Love Me Tender » Vigon Bamy Jay

Le chanteur marocain Vigon est de retour. Il a sorti cette année son deuxième album sous le titre « Love me tender ». L'album est dédié à Eric Bamy, membre du trio de soul men (Vigon, Bamy et Jay) décédé le 27 septembre dernier. Né au Maroc en le 13 juillet 1945, l'artiste s'est fait distinguer dans les années 60. De son vrai nom Abdelghafour Mouhsine, Vigon a su garder et continuer à transmettre une culture musicale basée sur la Soul et le Rythm and Blues. Dans les années 1960, il avait fait les premières parties de grands noms de la musique tels que Bo Diddley, Stevie Wonder, Otis Redding, Wilson Pickett, les Rolling Stones, Johnny Hallyday, Michel Jonasz,… et ce, sur les plus grandes scènes parisiennes de l'époque.

« Zarabi » Oum

Après son album, sorti en 2013, Soul Of Morocco mêlant des rythmes africains, amazighs et soufis, la chanteuse Oum revient avec un nouvel album, Zarabi (tapis) incluant un genre musical nouveau. Pour cet opus, elle a choisi d'allier plusieurs timbres musicaux (jazz, soul, gnawa et musique hassanie). En guise d'avant-goût pour cet opus, le clip «Hna», un hommage aux tisseuses de tapis de M'hamid El Ghizlane. On se laisse porter par les paroles poétiques et la voix envoûtante de la diva marocaine, sur fond de sonorités jazzy-orientales et de lumières tamisées.

« Homeland » Hindi Zahra

Après avoir passé ces dernières années à parcourir le monde et les scènes, Hindi Zahra est revenue au Maroc, son pays d'origine, pour écrire et travailler son dernier album « Homeland » qui est un mélange entre rythmes blues du désert et musiques gnaouie, gypsy, jazz et pop. Cet album trippy, plein et harmonieux, semble suivre des sillages secrets, des grands courants sous-marins ou aériens à travers les musiques d'un monde enfin rond. Le sommet (ou l'abysse ?) de Homeland, c'est peut-être le bien-nommé Dream : on croit entendre Donna Summer ravie par une confrérie soufie de Jamaïque ou le peuple de l'Atlantide, une pure et poreuse chanson d'extase tantrique, qui altère définitivement les barrières musicales et cette manie de se demander ce qu'on écoute.

« Mazal » University of Gnawa

«Mazal » est un disque qui mêle musique gnaouie et fusion afro-maghrébine, aux accents mystiques et poétiques, que propose Aziz Sahmaoui, chanteur et musicien originaire de Marrakech, valorisé par son groupe maroco-sénégalais University of Gnawa. Il conçoit sa musique comme « un voyage, un pont entre le Maghreb, l'Afrique et l'Europe, qui enrichit et renforce les liens ». C'est pour lui le devoir du musicien que de servir la musique, dans une vision fertile et positive qui s'étend dans le regard, vers demain, vers un monde meilleur. A découvrir !

FILMS EN DVD

« Rock the Casbah » Laïla Marrakchi

C'est l'été à Tanger. Une famille se réunit sur 3 jours dans la maison familiale suite au décès du père, pour se remémorer les souvenirs et partager sa perte, comme le veut la tradition musulmane. Il faut quitter les plages, les maillots de bain pour se vêtir de djellabas, réunir tout le monde et donner à la maison des allures d'enterrement. L'agitation est à son comble d'autant plus que cet homme n'a laissé derrière lui que des femmes. Tout va basculer avec l'arrivée de Sofia, la dernière des filles, celle qui a fait sa vie ailleurs. Actrice n'interprétant que des rôles de terroristes dans des séries américaines, elle arrive de New York après plusieurs années d'absence. Elle profitera de son retour pour régler ses comptes avec ses sœurs et bouleverser l'ordre établi depuis toujours par ce patriarche. Entre rire et larmes, une hystérie collective va mener chacune de ces femmes à se révéler à elle-même....

« Ymma » Rachid El Ouali

Ymma raconte l'histoire d'un quadragénaire de Casablanca qui décide de s'envoler en Corse à la recherche de sa bien-aimée. Tout ce qu'il sait d'elle, c'est qu'elle vit en Corse. Il décide alors de partir à sa recherche. Il s'agit d'un road-movies, déambulation nonchalante du Maroc à la Corse. Boujemaa, « créatif » dans une agence de pub caricaturale, fait un break pour retrouver son « amour» dont il ne sait presque rien. Évidemment, l'intérêt vient moins de la double quête (une idée pour une nouvelle campagne et la femme en question) que des rencontres, sensibles ou violentes, qui parsèment un chemin chaotique. Rachid El Ouali construit son voyage sur une belle idée : chaque personne croisée est en elle-même une histoire, faite souvent de souffrances et de frustrations.

« Goodbye Morocco » Nadir Moknèche

Dounia, divorcée, un enfant, vit avec un architecte serbe à Tanger. Une liaison scandaleuse aux yeux de la famille marocaine. Le couple dirige un chantier immobilier où le terrassement met à jour des tombes chrétiennes du IVème siècle, ornées de fresques. Dounia se lance alors dans un trafic lucratif, espérant gagner très vite de quoi quitter le Maroc avec son fils et son amant. Mais un des ouvriers du chantier disparaît…

« Paris à tout prix » Reem Kherici

Maya, d'origine marocaine, vit à Paris depuis 20 ans. C'est une it-girl de la mode. En pleine ascension, elle s'apprête à décrocher son premier CDI de styliste dans la maison de haute couture pour laquelle elle travaille. Mais un simple contrôle de police, où l'on découvre que son permis de séjour est périmé, la renvoie en moins de 24 heures directement au Maroc. Retour auprès de ce pays et cette famille qu'elle voulait oublier. Choc des cultures, choc des préjugés, Maya va tout faire pour rentrer. Vraiment tout. Quand l'avenir d'une parisienne trendy devient la galère d'une immigrée sans papier…

« Les mécréants» Mohcine Besri

Primé au festival du Caire en 2012, «Les Mécréants» (Ceux qui ont encouru la colère divine, titre original), du réalisateur Mohcine Besri raconte l'histoire de trois jeunes extrémistes qui kidnappent les membres d'une troupe de théâtre. Les artistes s'apprêtaient à faire leur première représentation. Ils se voient ainsi entraînés dans une spirale infernale. Enfermés dans une maison au beau milieu de nulle part, ils finiront par savoir que leur vie ne tient qu'à un fil. Ou plutôt à un coup de fil ; celui du Cheikh, le commanditaire du rapt, qui devra confirmer l'ordre de la mise à mort des otages. D'une simplicité virtuose, ce long-métrage sait comment captiver le spectateur. Avec un petit budget, Mohcine Besri signe ici un film bouleversant.Un suspense entretenu, un scénario intelligent et des personnages qui ne sont pas ce qu'ils veulent faire croire…

Monique Barbut : « Il faut restaurer nos terres ! »

Secrétaire générale adjointe de l'ONU en charge de la convention pour lutter contre la désertification et la dégradation des terres, cette femme de caractère et de conviction a été l'une des pionnières du combat pour la préservation des sols. Elle explique ici pourquoi notre avenir – et celui du climat –se joue en grande partie sur ces questions.

(…) On parle beaucoup de climat, de transition énergétique ou de biodiversité, mais très peu des terres…
Oui, et c'est une erreur, car on ne règlera pas le problème du réchauffement si l'on ne s'intéresse pas aux terres cultivables, qui jouent un rôle majeur dans la captation du CO2. Sans vouloir prêcher pour ma chapelle, je rappelle que les Etats Unis ont refusé de signer la convention sur la biodiversité ou le protocole de Kyoto, mais qu'ils ont ratifié la convention sur la dégradation des terres. Et à ce jour,167 pays se déclarent affectés par le problème.
Pourquoi parce que les rendements et la qualité des récoltes baissent partout dans le monde du fait de l'usage abusif de produits chimiques. Lorsque les terres agricoles commencent à manquer et que les conflits se multiplient pour se les accaparer, lorsque des régions comme la Californie sont ravagées par des sécheresses récurrentes, lorsque la France bétonne tous les sept ans l'équivalent d'un de ses département, et que l'Europe, qui perd tous les dix ans la surface de chypre en sols cultivables, doit importer 45% de sa nourriture, oui cela amène à se poser des questions de fond.

Qui amènent quelles réponses?
Par exemple le principe de la neutralité en matière de dégradation des terres - c'est-à-dire que si vous détruisez un hectare, vous devez en restaurer un autre. Lorsqu'une ville souhaite s'étendre, construire une rocade ou un aéroport, il faut qu'elle organise en amont une concertation entre élus, citoyens et entrepreneures pour qu'ils réfléchissent ensemble à un projet global de développement qui permette de concilier la préservation des terres, de l'environnement et un développement économique nécessaire, bien sûr, mais responsable. (…)

Ces dégradations ont aussi des conséquences sur le climat ?
Oui, car s'ils étaient correctement gérés dans le monde, les sols agricoles séquestreraient 7 à 10 gigatonnes de CO2 par an, soit près de la moitié de l'effort à fournir pour éviter dépasser l'objectif de 2° de réchauffement. Restaurer les terres donne des résultats rapides (au bout de deux ans, elles retrouvent leur fertilité), coûte relativement peu cher (environ 200 dollars l'hectare), permet aux population de recouvrer leur autonomie alimentaire, et cela crée de l'emploi local. Si l'on restaurait ne serait–ce que 500 millions d'hectares dégradés sur les 2 milliards recensés dans le monde, cela suffirait à absorber 30% de nos gaz à effet de serre. Bien sûr, cette mesure ne règlerait pas à elle seule la question climatique, mais ce serait un premier pas assez simple à réaliser, quand la transition énergétique -certes indispensable- se pense, elle, au minimum sur un demi-siècle, coute cher et s'avère complexe politiquement, puisqu'elle oblige à repenser notre modèle de développement. Avec bientôt 9.5 milliards de bouches à nourrir, il va falloir augmenter la production alimentaire de 75%. Et pour cela, nous avons besoin de 4 millions d'hectares supplémentaires chaque année. Or ces superficies sont prises sur les forêts, ce qui aggrave le réchauffement.

Monique Barbut, soigner la terre.

L'agriculture industrielle promet pourtant de nourrir la planète…
Pardon d'asséner encore des chiffres, mais savez-vous que 80% de la nourriture mondiale est produite par les 500 millions de petites fermes de moins de quatre hectares qui permettent de faire manger deux milliards d'individus ? 80% de notre approvisionnement dépend donc de cette agriculture-là , que nous devons aider si l'on veut éviter des famines terribles, mais aussi guerres.
Les déserts gagnent en Afrique, en Amérique latine, en chine. Cela entraîne aussi des conséquences politiques ?
Chaque année la sécheresse tue plus de personnes au monde –environ 150000 - que n'importe quelle catastrophe naturelle. Mais comme ces gens ne meurent pas en même temps ni au même endroit, cela n'intéresse personne. Les survivants migrent alors vers les villes et deviennent la proie des trafiquants ou des islamistes. Savez-vous que près de 100% des migrants que l'on retrouve sur les côtes de l'Italie ou de la Grèce viennent de zones arides (et souvent en guerre) comme la Syrie, l'Erythrée, le Soudan … ? Si l'on ne veut pas se retrouver avec des dizaines de millions de migrants à nos portes, il va bien falloir restaurer des terres, car cette solution est moins chère, plus humaine et plus pérenne que d'héberger dans des camps de fortune des réfugiés qui coûtent 35 euros par jour et par personne.

Concrètement comment faut-il s'y prendre ?
Les solutions sont nombreuses. La chine, par exemple, a misé sur l'agroforesterie qui consiste à cultiver en trois dimensions, en plantant des arbres au milieu des cultures au sol. Elle a réhabilité ainsi quatre millions d'hectares. Grâce à ce programme, six millions de personnes sont sorties de la pauvreté et l'on a prouvé que cela marche sur une grande échelle. Au Niger, la zone de Maradi, restaurée et convertie à l'agroécologie, nourrit 1,2 million d'habitants. Par ailleurs, je soutiens depuis longtemps l'initiative de 11 états africains qui se sont unis pour mettre en place la grande muraille verte. Cette bande de cinq kilomètres de large sur près de 17000 kilomètres de long est destinée à empêcher le désert de gagner, et permet de tester de nouvelles formes d'agriculture ou d'autres modèles d'organisation. Cette initiative a été décriée car elle a connu des problèmes de méthode, mais ces 11 Etats ont tenu bon malgré les changements de régime, et c'est cette voie-là qu'il faut soutenir, car elle est créatrice d'emploi, de solidarité, d'innovation. Il faudrait instaurer un corps vert de 5000 locaux par pays, payés pour fonder sur cette zone des écovillages autonomes. Un lieu ou l'on produit soi-même une énergie propre à partir du solaire ou de l'éolien. Vous ajoutez à cela un four solaire, quelques téléphones satellite, une pompe hydraulique. A partir de cette pompe, vous alimentez un bassin de rétention pour arroser les terres et abreuver le bétail.
Cela épargne du travail aux femmes qui peuvent alors se mettre à l'agroforesterie. C'est simple et ça marche. On l'a vu en Ethiopie, par exemple, où des villages entiers ont récupéré leur autonomie alimentaire et créé de l'activité économique

Pourquoi ne développe-t-on pas ces modèles ?
Parce qu'ils ne rentrent pas dans les schémas habituels, et parce que chaque cas appelle des solutions particulières. Il faut donc penser cela en grand, tout en acceptant de faire du sur mesure. (…) J'espère que les propositions allant dans ce sens seront adoptées. Le temps des climato-sceptiques est derrière nous et la volonté est là. Si ce rendez-vous (La COP 21, NDLR) ne débouche sur rien, ce serait décourageant et un signal inquiétant pour l'avenir. Maintenant il faut passer aux actes. ■

Propos recueillis par Olivier Le Naire (L'Express)

OCP au chevet des « sols du monde »

A l'occasion de l'Année Internationale des Sols, la Fondation OCP a organisé, la semaine dernière à Marrakech, la toute première Conférence mondiale sur les sols du monde. Intitulée « les Sols afro-méditerranéens : Contraintes et Potentialités pour une Gestion Durable.»
Montée en partenariat avec l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) du Maroc et l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations Unies (FAO), cette rencontre confirme l'engagement de la Fondation OCP pour la protection durable des sols afro-méditerranéens.
Près de 160 participants venus de 18 pays ont participé à cet événement majeur.

PUB
GALERIA